

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JANVIER 1902.

Proposition de loi relative à l'organisation du Marché du travail, à la statistique de chômage et à l'assurance contre le chômage.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Nous reproduisons, en la modifiant et en la complétant, une proposition de loi relative à l'organisation du marché du travail et dont les développements ont été présentés par nous dans la séance du 19 février 1895. Le paragraphe 1^{er} de l'exposé qui suit reproduit les parties essentielles de ces développements primitifs.

En proposant aujourd'hui la constitution de ce vaste organisme d'information, on ne songe pas à apporter un remède à la crise industrielle qui frappe la plupart des nations avancées de l'Europe ; elle ne peut, tout au plus, apporter qu'une atténuation à l'état des industries ou des régions où l'offre de travail est relativement en excès. « Aucun système de *Labour Bureaux*, a dit un économiste anglais, M. Hobson, ne peut résoudre le problème des chômeurs (*unemployed*). La possibilité de remplir plus facilement les vides dans les emplois de travail n'accentue pas considérablement la quantité nette d'emploi. » Cela est vrai ; en temps de crise, on ne peut aboutir qu'à réduire au *minimum* la perte des forces de travail inoccupées. Cependant, en soulevant, en temps de crise, ce problème d'organisation, on a quelque chance de le voir résoudre d'une manière permanente, car tout conspire alors à sa solution.

Il est pénible de comparer le développement organique de la *circulation* des produits, de la *circulation* des valeurs, au développement de la *circulation* du travail dans les pays les plus civilisés. Pendant que la riche efflorescence des instruments de crédit, de compensation a superposé à la circulation monétaire ce vaste ensemble d'institutions qui s'épanouissent en

un *clearing house central*, on surprendrait la plupart des esprits en disant que le marché du travail exige normalement des structures aussi complexes et doit, lui aussi, par les relations constantes de ses organes, s'épanouir en un *clearing house du travail*; et cela est vrai pourtant.

La solution scientifique et progressive de la question sociale réclame aujourd'hui des institutions élémentaires et préparatoires : l'organisation du marché du travail, permettant au travailleur d'adapter le *mieux possible* son offre de travail aux conditions du marché, l'organisation de l'enseignement technique et professionnel, lui permettant de *l'adapter fonctionnellement* le mieux possible au milieu économique et à ses *variations*, l'organisation des institutions de conciliation du capital et du travail complétant l'œuvre des unions professionnelles et reposant sur elles ; celles-ci, tendant à réaliser l'égalité du travail et du capital dans la lutte, en permettant au travailleur de *réserver son offre*, rendent possible aussi le contrat collectif : c'est *l'adaptation collective et contractuelle*. Adaptation dans l'espace (marché du travail), adaptation dans le temps (unions professionnelles), adaptation fonctionnelle (enseignement), adaptation contractuelle, ce sont là les aspects progressifs de la puissance du travail, de la *liberté positive* des travailleurs. Ils donneront lieu à trois propositions de lois.

§ 1. — *Principes et évolution des Bourses et Bureaux du travail.*

La proposition de loi que nous soumettons à la Chambre est inspirée par la préoccupation de régulariser l'une des fonctions les plus générales et les plus importantes de la vie économique des nations, la circulation du travail, et de contribuer à réaliser sur le marché national l'équilibre de l'offre et de la demande de travail. Les progrès de la science économique, les résultats de la longue expérience de ce siècle ont nettement établi que le travailleur individuel, abandonné à lui-même, ne se dirige pas spontanément vers le point du marché économique le plus avantageux possible pour son travail.

Ce fut une erreur funeste d'assimiler le travail à une marchandise et d'attribuer au travailleur la mobilité de la marchandise qu'il produit. Les plus nobles et les plus purs efforts de la science moderne ont été dirigés contre les conceptions économiques dont cette vaine assimilation n'est qu'un aspect.

Du fond de son comptoir, comme l'a dit Harrison, un marchand peut bien, à l'aide de quelques lettres, faire opérer le transport, d'un continent à un autre, de la subsistance d'une ville entière. Il n'en est pas ainsi du travail humain : le travailleur n'expédie pas comme un colis sa force de travail ; les manifestations de cette force sont inséparables du travailleur lui-même ; dès lors, toutes les circonstances qui agissent sur le déplacement de l'homme sont les mêmes qui agissent sur la circulation de la prétendue marchandise-travail.

Dans le problème de la circulation du travail, à mesure que l'on a mieux vu dans l'homme un assemblage complexe de sentiments et d'idées, rencon-

trant en dehors de lui des obstacles multiples contre lesquels il est plus ou moins puissamment armé, la doctrine absolue de l'individualisme, du laisser faire, du laisser passer a fléchi aussi devant les exigences de la réalité historique.

L'ignorance de l'état du marché économique est l'obstacle à la circulation normale du travail qui a frappé d'abord des économistes d'un grand mérite. C'est pour en combattre les effets que notre savant et vénérable compatriote, M. de Molinari, a proposé, en 1846, l'institution de bourses de travail, dont le principe fut étendu, vingt ans après, par M. Sève, au marché international du travail et à l'émigration (1). La bourse du travail est destinée à agrandir la sphère du savoir économique de l'ouvrier et, en lui faisant connaître à chaque moment l'état de l'offre et de la demande et l'ensemble des conditions du travail, à guider sa conduite économique, à éclairer son intérêt privé.

A un point de vue plus général encore, elle a pour objet de réaliser à chaque moment l'adaptation la plus parfaite possible de l'offre à la demande de travail, d'assurer la distribution des forces productives la plus conforme à l'intérêt social et aux intérêts individuels, de réduire au minimum les forces sans emploi, de répartir partout la pression de la concurrence d'une manière assez uniforme pour que, toutes choses étant égales d'ailleurs, les salaires réels du travail tendent vers l'égalité et que le niveau moyen soit le plus élevé possible.

Pour peu que l'on considère les déplacements de population qui s'opèrent à la surface d'un pays en peu d'années, on ne s'explique pas que des institutions régulatrices soient si lentes à venir et à se généraliser. Telle est la concentration qui s'opère dans les villes et les régions industrielles. Les communes de 3,000 habitants et plus ont une population qui atteint, en 1890, les 91 p. c. de la population des autres communes; la proportion était de 48 p. c. en 1846 et, en 1880, elle n'atteignit que 76 p. c. A l'aide des données des derniers recensements, on peut calculer que les ouvriers agricoles représentaient, en 1880, 3.94 p. c. de la population totale et seulement 3.69 p. c. en 1890; l'excédent a été refoulé vers l'industrie, mais le rapport proportionnel du nombre moyen des ouvriers industriels à la population n'a que très faiblement augmenté de 1880 à 1890; il reste une population moyenne de peut-être 120,000 travailleurs livrés à l'instabilité et au chômage.

De tels chiffres font entrevoir d'innombrables et incessants efforts d'adaptation au travail, qui n'ont été éclairés que de lumières incertaines, et la seule pensée qu'une faible partie des misères individuelles, et même des efforts stériles eussent pu être épargnés par une connaissance plus parfaite du marché, légitime des projets comme celui que nous soumettons à la Chambre.

Le problème du chômage s'est dressé devant les nations industrielles,

(1) Sur l'historique des bourses du travail, voir les *Bourses du travail* de M. de Molinari, 1893; une étude du Dr De Paepe, 1880; le rapport présenté en 1885 à M. le bourgmestre Buls par M. Denis; le rapport sur le placement des ouvriers et employés de l'Office du travail de Paris, et, parmi les rapports à la *Commission of labour* anglaise, le rapport sur la France.

dans le dernier quart de siècle, avec une cruelle éloquence et jamais des recherches plus profondes sur ses causes et ses remèdes n'ont été poursuivies. L'enquête américaine sur la dépression industrielle, qui a signalé près d'un million d'ouvriers sans ouvrage en 1886, les vastes travaux de la commission du travail en Angleterre, l'enquête du *department of labour* anglais sur les ouvriers non employés, les recherches de l'Office du travail de Paris sur le placement des ouvriers, comme l'enquête de l'administration communale de Bruxelles sur les ouvriers sans travail, témoignent de cette universelle préoccupation.

C'est l'œuvre de la statistique de poursuivre l'analyse de ce redoutable phénomène, de remonter aux causes complexes qui la déterminent et, à côté des vicissitudes ordinaires de l'industrie, de marquer l'influence des crises qui ébranlent périodiquement l'organisme économique et celles des transformations qu'il subit. C'est en agissant sur les causes mêmes que la science réussira peu à peu à prévenir ces contractions de l'activité économique. Mais, quand le phénomène se produit, il reste encore une place considérable à l'intervention humaine, et les remèdes se ramènent à quatre grandes places : s'efforcer d'opérer la meilleure distribution possible des forces productives, réduire l'offre surabondante de travail, agir sur la demande de travail en la rendant plus intense et plus étendue, en créant des emplois au travail, enfin, poursuivre la réalisation de l'assurance contre le chômage.

Les institutions dont il s'agit ici se rattachent exclusivement à la première classe de remèdes. Si elles n'ont et ne peuvent avoir qu'une efficacité très limitée aux époques de crises, elles ont aussi ce mérite inappréciable d'agir d'une manière permanente sur l'état du marché du travail.

Les bureaux du travail n'eussent-ils d'autre effet, comme on l'a admis dans l'un des rapports de la commission du travail en Angleterre, que de réduire les fluctuations ordinaires du marché du travail, encore est-il que leur établissement apporterait un élément définitif de solution au problème de l'instabilité du travail. Le sentiment de leur nécessité doit être d'autant plus vif que des causes de divers ordres concourent à rendre le chômage plus fréquent et plus intense.

C'est bien ce que démontre l'étude des nations les plus avancées de l'Europe : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Belgique. Partout, tendent à se multiplier les organes intermédiaires entre l'offre et la demande de travail.

En Angleterre, l'une des fonctions des *trade unions* est, en général, de rechercher de l'emploi pour leurs membres sans travail. L'organisation des unions les plus anciennes et les mieux constituées s'y prête admirablement. Elles sont, en effet, divisées en loges dispersées sur toute la surface du Royaume-Uni. Chacune d'elles correspond périodiquement avec le comité central de l'union. Elle le renseigne sur les points où la main-d'œuvre est demandée et ceux où elle est en excès. Déjà, dans la grande enquête de 1867, cette fonction des unions est exposée; elle l'est plus complètement encore dans les rapports de la *commission of labour* de 1893-1894. Les secrétaires des loges dirigent les ouvriers sans travail sur les points où il y a de

l'ouvrage. Les principales unions, comme celles des mécaniciens, des compositeurs-typographes, distribuent périodiquement des rapports à leurs membres sur l'état du marché du travail.

Cependant, malgré les progrès des unions professionnelles en Angleterre, leur expansion est loin d'être suffisante encore. Le nombre des unionistes ne dépasse guère un million et 6 millions de travailleurs sont encore sans organisation professionnelle; en outre l'organisation des unions les plus récentes, étendues aux ouvriers sans apprentissage, *unskilled labour*, est insuffisante pour régulariser le marché du travail.

C'est dans ces conditions et sous la pression de la crise économique que l'on a vu se constituer des *labour bureaux* pour recueillir les offres et les demandes de travail. En 1893, l'enquête sur les ouvriers sans travail en signala une dizaine, dont six à Londres même; les uns sont établis par les institutions de bienfaisance, d'autres par les municipalités (1).

Cette institution, comme l'a dit Drage, n'en est qu'à sa phase expérimentale (2); mais déjà le *Labour Gazette* du département du travail publie chaque mois les données qu'ils fournissent sur l'état de l'offre et de la demande du travail. Le rapport final de l'enquête de la commission du travail signale aussi les services qu'ils ont rendus; l'idée a été émise devant elle que de semblables bureaux devraient être répandus dans tous le pays en connexion organique les uns avec les autres et avec une institution centrale ayant son siège à Londres et placés sous le contrôle des pouvoirs publics (3). L'un des fonctionnaires du *departement of labour*, M. Schloss, a développé, en 1893, dans une belle étude sur la réorganisation de ce département, un projet d'après lequel des bureaux de travail multipliés dans toutes les communes, soit par l'initiative privée, soit par les administrations locales, se mettraient chaque jour en rapport avec les correspondants locaux du département du travail, pour centraliser, répandre et publier les renseignements sur l'état du marché du travail (4). Il combinait par là — et c'est la pensée qui se traduit aussi dans la proposition actuelle — l'action des bureaux du travail avec celle de l'office de statistique du travail sans transformer l'office de statistique en bureau de placement.

C'est encore M. Schloss qui a recours, comme organe subsidiaire du placement des ouvriers, au service des postes et télégraphes, en lui assignant un rôle moins étendu que celui que lui attribue l'ingénieuse et savante organisation du grand-duché de Luxembourg (5).

Ce qui caractérise ici la France, c'est le développement des bourses du travail.

(1) *The unemployed. Report.*

(2) *The unemployed*, par G. Drage, part. II, ch. I^{er}.

(3) *Final Report of the Commission of labour*, § 243-259.

(4) Schloss, *Reorganisation of the Labour Departement*. Voir le rapport de M. Hector Denis au conseil supérieur du travail sur la statistique du travail en Angleterre.

(5) Voir le *Labour Gazette* sur l'organisation grand-ducale, août 1894, et une étude publiée par *la Justice*, de Bruxelles.

L'idée exprimée par M. de Molinari en 1846, reprise plus systématiquement en 1884 par M. Ducoux, ne passa réellement dans les faits, en France, que le 3 février 1887 avec la constitution de la bourse du travail de Paris. Depuis lors, l'institution s'est rapidement répandue : de 1887 à 1895, le nombre des bourses s'est élevé à trente-neuf et, en ce moment même, treize bourses nouvelles sont en voie de formation. Postérieures à la loi du 21 mars 1884, qui a exercé une si profonde influence sur l'organisation du travail, elles sont le véritable rayonnement des unions professionnelles (1). Toutes sont constituées, en effet, par des groupements de syndicats ouvriers. A Bordeaux et au Havre seulement, où l'action des syndicats est limitée, ou les syndicats de patrons et ouvriers concourent à la direction de l'institution. La plupart des bourses sont aussi subsidiées par les communes et départements. Le nombre des syndicats ouvriers adhérents est aujourd'hui de 975, comptant 575,947 membres. D'après la vaste étude sur le placement des ouvriers, publiée par l'office français du travail, les bourses avaient, en 1891, reçu 147,818 demandes d'emploi, 94,572 offres et effectué 106,506 placements permanents (2).

En vertu de leur constitution même, les bourses du travail s'opposent aux bureaux de placement institués comme entreprises privées en mode capitaliste. Cependant, les principes supérieurs de mutualité et de solidarité qu'elles traduisent dans les faits sont encore loin de prédominer dans l'organisation du marché du travail. En 1891, les bureaux de placement avaient encore effectué le placement de 454,459 ouvriers.

Des congrès périodiques des bourses du travail, comme ceux de Saint-Étienne et de Toulouse, tendent à l'unification des marchés du travail, et l'une des résolutions prises a été, d'ailleurs, de rendre l'institution d'une bourse du travail obligatoire dans toute commune où elle serait réclamée par les syndicats ouvriers. Mais, pour la solution positive du problème qui forme l'objet de la présente proposition de loi, ce qui frappe, dans l'étude de la France, c'est la nécessité d'opérer un rapprochement, d'établir un lien permanent entre les syndicats d'ouvriers et les syndicats de patrons.

En Allemagne, des institutions destinées à organiser le marché du travail, les unes sont les syndicats des patrons et des ouvriers, d'autres des œuvres de bienfaisance, d'autres enfin des institutions publiques. L'action efficace des syndicats a été contrariée par les antagonismes des partis; ce sont les institutions publiques indépendantes de la bienfaisance, qui tendent à se généraliser. Les principes de leur organisation ont été formulés devant l'administration communale de Stuttgart en 1893 : des bureaux du travail municipaux seraient soumis au contrôle de commissions mixtes de patrons et d'ouvriers; les charges en seraient supportées par les communes, sans contribution des intéressés.

Bien que ces principes soient encore livrés à la discussion, des bureaux

(1) Voir *Bulletin de l'Office du travail*, octobre 1894.

(2) Le placement des ouvriers. Rapport de 1895. Cf. *Royal Commission of labour, Foreign reports*. France.

ne s'en sont pas moins constitués dans plusieurs villes importantes avec les traits essentiels de cette organisation. Les gouvernements eux-mêmes se préoccupent de plus en plus de les multiplier. En Prusse, le ministre du commerce et de l'industrie a invité les gouverneurs des provinces à favoriser l'établissement des bureaux de travail, en exprimant le désir qu'il y en eût un au moins dans toutes les villes de plus de 10,000 habitants. En 1894, la décision ministérielle avait été exécutée dans seize villes de la Silésie. Le gouvernement saxon a mis à l'étude un plan d'établissement de ces bureaux dans toutes les communes de plus de 2,000 âmes. Dans le Wurtemberg, à la fin de 1894, le conseil de l'industrie et du commerce formulait les conclusions d'une étude dont il avait été chargé par le gouvernement. Il recommandait l'institution dans les villes de bureaux de travail soumis au contrôle commun des patrons et des ouvriers et le groupement des communes rurales pour le même objet. Il invitait enfin l'État à rattacher à ses frais tous ces bureaux locaux à un bureau central (1).

En Belgique, la réalisation de l'idée féconde de M. de Molinari fut poursuivie, en 1884, par M. Buis, bourgmestre de Bruxelles, et par le signataire du présent exposé. Le projet qui fut la conclusion du rapport présenté par lui aux associations ouvrières, les 25 janvier 1885, et adopté par elles, dans ses lignes maîtresses, tendait à faire de la bourse du travail une association progressive des syndicats de patrons et d'ouvriers, avec l'appui moral et le concours financier de la commune. Il combinait l'organisation de la statistique du travail avec celle du placement des travailleurs et préparait la formation, dans les principaux sièges industriels et les diverses régions agricoles, d'institutions analogues et, par leur fédération, la constitution scientifique du marché du travail en Belgique et l'organisation de la circulation internationale du travail.

La résistance d'une minorité parmi les ouvriers syndiqués, l'impuissance de tous les efforts de conciliation pour assurer un accord entre elle et les délégués des syndicats de patrons anéantirent l'espoir de réaliser ce projet primitif (2).

En 1889, l'idée fut reprise sous une forme nouvelle : la Bourse du travail devint une institution municipale, comme on en observe en Allemagne, en Angleterre et en France même ; mais son organisation comprend un comité consultatif, qui compte des ouvriers et des employés. Les rapports annuels de la bourse, publiés par une administration dévouée et éclairée, témoignent des services réels qu'elle rend à une partie de la population ; la moyenne des offres et, surtout, des demandes d'emploi a sensiblement fléchi de 1891 à 1894, où elles atteignent les chiffres de 3,154 et 2,306. Bien que des causes multiples concourent à expliquer les faits, un grave problème, dont la solution n'a pu être atteinte encore, ne pèse pas moins sur la bourse de

(1) V. *Labour registres in Germany*, *Labour Gazette*, octobre 1894.

(2) Voir le Bulletin des conférences préparatoires à l'organisation d'une bourse de travail, à Bruxelles, comprenant les rapports de MM. Buis, Denis, de Molinari, et les délibérations des assemblées des délégués ouvriers, 1886.

Bruxelles : c'est celui de son entente avec les syndicats d'ouvriers et de patrons (1).

L'établissement de la bourse du travail de Bruxelles fut suivi, à de courts intervalles, d'autres tentatives. à Gand par exemple, qui révèlent une préoccupation générale de régulariser le marché du travail. Il avait été précédé, à moins d'un an d'intervalle, de l'institution d'une bourse du travail à Liège, par la chambre de commerce. Ici, encore, la statistique témoigne de l'utilité de cette création. Le nombre des ouvriers inscrits de 1890 à 1892 s'élève de 2,097 à 3,053, pour s'abaisser à 4,349 en 1893, pendant que les offres d'emploi des patrons augmentent (1) de 3,289 à 3,840 ; bien qu'elle ait des ouvriers dans son comité administratif, elle est, comme la bourse de Bruxelles, sans liens organiques avec les syndicats d'ouvriers et de patrons.

Aucune de ces bourses ne perd de vue la nécessité de multiplier les organes locaux du marché du travail, la fédération qui s'est conclue entre elles en 1892 en fournit la preuve. L'efficacité de chacune de ces institutions s'accroît, en effet, de la puissance d'action de toutes les autres, et nous retrouvons, en Belgique, comme en Angleterre, comme en France et en Allemagne, aussi bien dans les projets de 1885 que dans les institutions de 1893, un effort persistant vers l'unification du marché du travail.

Tous les éléments du problème à résoudre, et nous ajoutons tous les éléments de la solution, se dégagent de l'histoire contemporaine des nations industrielles et de leur expérience.

L'organisation vraiment scientifique du marché du travail appelle l'intervention énergique des pouvoirs publics ; à l'intervention des communes, signalée partout, se joint nécessairement celle de l'État : c'est à lui d'accélérer ici l'œuvre lente de l'initiative locale, de provoquer la généralisation des bourses et bureaux de travail et surtout d'assurer leur coordination la plus parfaite possible, gage de leur efficacité vraiment sociale.

L'intervention de l'État ne peut avoir pour effet d'anéantir les institutions qui existent déjà, mais elle doit s'appliquer à les rattacher à une entreprise d'ensemble, soumise à des méthodes uniformes. C'est à cela que pourvoient les articles 10 à 14 de cette proposition. Les charges financières de l'institution se répartissent équitablement entre l'État, les provinces, les communes directement desservies par chacun des bureaux du travail.

Des institutions de deux ordres s'offrent aujourd'hui en Belgique pour assurer aux bourses du travail une expansion rapide, pour leur donner la forte empreinte d'une organisation systématique et unitaire et, ce qui n'a été, jusqu'ici, réalisé complètement nulle part, pour donner à l'entreprise un caractère hautement conciliateur et pacificateur entre le capital et le travail : ce sont, d'une part, les conseils de l'industrie et du travail, les comices agricoles, et, de l'autre, l'office du travail.

Par leur composition, où les forces du travail et le capital se balancent, par leur double fonction de veiller aux intérêts généraux et communs du

(1) Voir le rapport sur les opérations de la bourse de travail, 1893-1894.

travail et du capital et de prévenir les conflits, les conseils de l'industrie et du travail nous ont paru être appelés à instituer et à administrer les bourses du travail. Dans l'état actuel de l'industrie, quel organe remplirait mieux cette mission que celui qui renferme et qui est destiné à concilier les éléments mêmes de l'offre et de la demande de travail? Les comices agricoles, tels que le règlement de 1884 les constitue, seront aisément transformés de manière à assurer une représentation équivalente aux chefs d'exploitation et aux ouvriers et domestiques agricoles, et les comices deviendront naturellement les sièges des bureaux de travail.

L'égalité de représentation des intérêts, le caractère purement économique de l'institution, une assez large autonomie, la consécration du principe de neutralité absolue en cas de grève ou de *lock out* semblent des garanties décisives. Les syndicats d'ouvriers et de patrons se développent normalement dans les cadres plus étendus du conseil du travail et du comice et rien ne troublera leur intervention régulière et progressive protégée par la loi sur les unions professionnelles.

L'intervention du service des postes sera utile mais secondaire; il facilitera les rapports des particuliers intéressés avec les bureaux du travail et, surtout, il concourra à la diffusion des renseignements statistiques sur l'état du marché du travail.

Pendant que ces organes locaux réaliseront directement le placement et l'embauchage, un appareil centralisé et relevant directement de l'État assurera la convergence constante de leurs opérations et leur donnera une direction rigoureusement scientifique.

L'office du travail a un double mode d'intervention : il n'est et ne peut être une agence de placement; mais, d'une part, il assure l'application de règlements généraux qui fixent les rapports de tous les organes concourant à ce placement entre eux et avec les diverses administrations, et par là se réalisent la continuité, la généralité et l'uniformité de leur fonctionnement; d'autre part, il appliquera des méthodes rigoureuses aux classifications industrielles, aux bulletins d'informations ou de renseignements qui sont adoptés par les bureaux locaux; il les fera concourir à l'œuvre même de la statistique du travail, il rassemblera périodiquement, par les correspondants locaux du service de la statistique du travail, tous les renseignements recueillis d'après des méthodes uniformes et les répandra par son organe périodique, mais avec un plus haut degré de généralité que la *Gazette of Labour* et le *Bulletin de l'office du travail* de Paris.

Deux divisions de l'office belge du travail interviendront, en définitive, ici; la division de statistique et une division administrative propre, exerçant le contrôle général des institutions régulatrices du marché du travail.

C'est ainsi qu'il appartient à notre pays, en s'inspirant de l'expérience des autres peuples, mais en recourant surtout à des institutions qui lui sont propres, de réaliser le premier, avec une portée scientifique et morale

(4) Voir l'exposé de l'organisation de cette bourse, 1892, et le rapport de 1893.

incomparable, une œuvre salubre et féconde, dont la nécessité se révèle partout : l'organisation du marché et de la circulation du travail !

§ 2. — *Tendances actuelles à l'organisation nationale du marché de travail.*
« Clearing-house » du travail.

Notre proposition de loi primitive est tombée par suite de la dissolution des Chambres; il importe de rappeler les critiques que renfermait le rapport fait, par M. Snoy, au nom de la Section centrale. « L'utilité d'institutions ayant pour objet de rapprocher l'offre et la demande, le patron et l'ouvrier, n'est et ne peut être contestée par personne. Mais faut-il les créer de toutes pièces? Faut-il les modeler sur un type uniforme? La tutelle administrative souvent tracassière, toujours coûteuse, est-elle indispensable à leur développement? Ces questions ont été résolues négativement par la Section centrale. »

On verra, dans le nouveau projet, que nous nous sommes appliqué, non pas à soumettre les institutions à un niveau inflexible, mais à dégager toutes les œuvres de l'initiative privée, et à rendre l'intervention de l'État aussi peu vexatoire que possible; mais cette intervention peut-elle, devant le témoignage de l'expérience, être aussi limitée que l'admet M. le rapporteur?

« Le rôle des pouvoirs publics, dit-il, pour n'être pas prépondérant, ne doit cependant être ni méconnu ni écarté. Par les moyens de divulgation et de pénétration qu'ils possèdent : service des postes, affichage, action administrative, par leurs subsides surtout, qui, à certaines conditions à déterminer, ne devraient pas être ménagés à des œuvres d'une utilité sociale incontestable, ceux-ci peuvent et doivent intervenir ». Pour convaincre de la nécessité d'aller au delà, nous n'invoquerons que le témoignage des faits récents. Les unions professionnelles, les plus parfaits des organes régulateurs de la circulation du travail et sur lesquels comptait l'honorable rapporteur, n'ont atteint nulle part, pas même en Angleterre, un développement suffisant pour accomplir cette grande fonction; et c'est bien plus vrai encore de la Belgique que de l'Angleterre.

On ne peut méconnaître que, dans ces dernières années, la tendance à la généralisation, à la coordination des bureaux de travail se soit manifestée sous des formes diverses, et qu'il ait été fait appel de plus en plus à l'intervention de l'État, là même où la législation et les mœurs semblent le plus réfractaires à cette intervention.

En Angleterre, on observe sous deux formes la concentration qui s'opère : la puissante organisation des *Trades Unions* permet à un grand nombre d'entre elles d'étendre, au moyen de leurs branches, l'organisation du marché du travail sur tout le territoire. Aujourd'hui, les Unions envoient chaque mois au *Board of trade*, des données statistiques précises sur le nombre des ouvriers qui chôment (*unemployed*) et leur proportion à la population totale occupée. Ces documents coordonnés sont publiés et résumés dans la *Gazette of labour*, et dans chacun des numéros mensuels de cette

revue, on peut voir, et c'est une synthèse vraiment admirable, à la première page, les *courbes* comparatives du nombre proportionnel des chômeurs dans l'ensemble des *Trades Unions* du Royaume-Uni, pour les trois dernières années et de mois en mois.

Cependant, les *Unions* organisées n'embrassent guère que 25 p. c. du nombre total des travailleurs, et il est clair qu'il faut rechercher une organisation complémentaire. Or, on a vu plus haut que l'un des fonctionnaires du *Department of labour*, M. Schloss, propose une vaste fédération des administrations locales. Celles-ci vont plus loin. La *Gazette of labour* (1) a rapporté récemment qu'une réunion de délégués d'administrations locales a eu lieu à Islington pour examiner la question des Bureaux du travail, leur situation légale, et les moyens d'étendre leur efficacité : dix-sept autorités locales étaient représentées : après un long débat, on résolut d'inviter toutes les administrations locales à établir des Bureaux du travail et de réclamer du *Board of trade* l'établissement d'une *Bourse centrale du travail*.

L'évolution s'accomplit dans les différents pays selon leur organisation économique.

Dans différents États allemands, comme on l'a vu plus haut et comme on le verra mieux encore dans une précieuse étude de M. Banneux, le Gouvernement provoque le développement des bureaux municipaux de placement; c'est ce qui s'est produit en Prusse, en Bavière, dans le Wurtemberg (2). Il ne s'arrête pas là. En 1900, par une décision ministérielle, une sorte de fédération des bureaux de placement municipaux bavarois s'est constituée à Munich, entre les villes de Bamberg, Deggendorf, Dinkelsbühl, Erlangen, Furth, Hol, Kaiserslautern, Kitzingen, Kronach, Kulmbach, Landau, Landshut, Ludwigshaven, Munich, Pappenheim, Passau, Ratisbonne, Schweinfurt, Straubing, Wasserburg, Würzburg, Seuls, peuvent entrer dans cette fédération, les bureaux de placement municipaux et les communes qui entretiennent de leurs subventions les bureaux de placement d'intérêt public (3).

La tendance à concentrer les efforts s'étend depuis quelques années à l'Empire tout entier : en Allemagne, où les unions professionnelles ont moins de développement qu'en Angleterre, ce sont les institutions locales du marché du travail qui tendent à cette coordination. En 1897, le docteur Jastrow, de Berlin, entreprit de centraliser dans une revue mensuelle, les renseignements des bureaux du travail de 58 villes de l'Empire (4).

Dans une substantielle étude sur les *Indicateurs du travail* en Allemagne, M. H. Hauser a montré la double extension de la fédération des bureaux des grandes villes; d'une part, ils deviennent des *stations centrales*, à l'égard des petites municipalités : c'est ainsi que le bureau de Munich expédie, aux prix d'affichage public, les listes des emplois vacants à trente-cinq communes peu

(1) *Gazette of labour*, avril 1899.

(2) V. BANNEUX, *Les Bourses du travail*, p. 11, 1900.

(3) *Bulletin de l'Office du travail*, 1900, p. 398.

(4) *Der Arbeitsmarkt*, Monatschrift der centralstelle für Arbeitsmarkt. Berichts, 1897.

importantes, en même temps qu'aux bureaux des grandes villes fédérées; d'autre part, au-dessus des fédérations régionales, apparaît la fédération générale de l'empire : *Verband deutscher arbeitsnachweise*. Elle est administrée par une commission de onze membres qui représentent les bureaux des grandes villes : Dusseldorf, Dresde, Francfort, Berlin, Karlsruhe, Strasbourg, Munster, Breslau, Munich, Hamburg, Stuttgart. On espère, par là, arriver à une statistique du travail (1). La prédominance des grandes villes a déterminé une réaction rurale qui se résout dans une extension de l'organisation. Les chambres d'agriculture demandent la création de bureaux du travail ruraux dans toute l'Allemagne, avec une station centrale par province.

Dans le Wurtemberg, les ouvriers qui cherchent de l'emploi et s'adressent aux bureaux municipaux obtiennent même la réduction de moitié sur les lignes de chemins de fer (2).

En Suisse, on vient de procéder à une enquête sur le chômage, et les moyens de le prévenir et d'en conjurer les effets. Le résultat des recherches accomplies est consigné dans un volume intitulé : *Arbeitslosen-Unterstützung und Arbeitsnachweis : Des moyens de venir en aide aux sans travail et des Bourses du travail*. Rapport du secrétariat ouvrier au Département de l'Industrie, 1901. Dans la conclusion, on signale l'insuffisance des Bourses locales du travail, et même leur inefficacité quand il arrive que l'une d'elles présente un excès de demande alors qu'une autre présente un excès d'offre de travail. Le seul remède est d'organiser les Bureaux publics du travail dans toutes les parties du pays et de les relier entre eux organiquement. Le secrétariat du travail développe alors un projet qui consisterait à établir des Bureaux de travail dans les 13 villes Suisses de plus de 10,000 âmes, en y ajoutant les chefs-lieux de cantons d'une population inférieure et quelques autres villes; on atteindrait ainsi le nombre de trente bureaux formant chacun le point central d'une circonscription; ces bureaux seraient établis par les communes, et subsidiés par les cantons; ils seraient réunis par un lien fédéral; l'un des bureaux deviendrait le bureau central; il recevrait tous les rapports hebdomadaires et publierait chaque semaine un bulletin hebdomadaire. Ce serait le moyen de mettre d'une manière permanente l'offre et la demande de travail en rapport dans le pays tout entier; on prévoit même des bureaux spéciaux aux stations frontières destinés à éclairer les étrangers dès leur arrivée. Le secrétariat ouvrier évalue les charges d'une semblable institution nationale; le bureau actuel de Zurich coûte 9,100 francs par an et reçoit un subside de 5,000 francs de l'État; mais il suffirait de 60,000 francs de subsides pour les bureaux proposés; quant aux charges du bureau central, elles atteindraient environ 40,000 francs, en tout 100,000 francs pour le service nationalisé (3).

Dans le grand-duché de Luxembourg, la Bourse du travail commune à

(1) H. HAUSER, *Les Indicateurs du travail* (revue politique), juillet 1899.

(2) Bericht von Schweizerischen Arbeitssekretariat, 1901, p. 277.

(3) Bericht von Schweizerischen Arbeitssekretariat, p. 276 et suivants.

tout le territoire est d'institution gouvernementale. Son rôle est exclusivement rempli par l'administration des postes. Ce rôle est de recevoir, de transmettre et de publier par voie d'affiches, les offres et les demandes d'emploi qui leur sont adressées par les ouvriers et par les patrons. Comme notre proposition de loi emprunte certains éléments importants à l'institution luxembourgeoise, il a paru utile de reproduire complètement le texte de l'arrêté organique du 19 novembre 1892 qui établit la Bourse de travail. En tous cas, de 1892 à 1893, le nombre des ouvriers placés par l'intermédiaire de la Bourse, s'est élevé de 23 à 2,828.

Une belle étude de M. David Ross, secrétaire du Bureau de statistique du travail de l'Illinois, nous montre qu'en Nouvelle Zélande des bureaux du travail ont été institués par le Gouvernement lui-même. En 1892, à une époque où une crise intense sévissait dans cette colonie, on institua environ *deux cents* agences pour essayer de faire refluer vers les campagnes les travailleurs sans emploi accumulés dans les villes. De ces bureaux, il en subsistait onze en 1898, mais leurs opérations allaient croissant d'importance (1).

La France nous présente le plus remarquable effort de centralisation du marché du travail qui soit issu de la spontanéité ouvrière.

Les Bourses du travail constituées en France sont au nombre de 37, en 1900. La plupart d'entre elles sont fédérées. Au 30 juin 1900, il y avait en France 48 Bourses fédérées embrassant 870 syndicats ouvriers et comptant une population d'environ 250,000 travailleurs, à peu près les deux tiers du nombre des ouvriers syndiqués dans ce pays (2).

L'objet principal des derniers congrès de la Fédération ce fut l'organisation même du marché du travail en France. La pensée maîtresse est de faire connaître une fois par semaine le nombre *d'emplois vacants* dans chacun des métiers représentés à chaque Bourse; ces chiffres seraient ensuite reportés par le Comité central de la Fédération sur un tableau d'ensemble dont chaque Bourse recevrait, dans les 24 heures, un exemplaire destiné à être affiché. Le Congrès a nettement distingué la mission de l'office central de statistique qu'il veut instituer de celle de l'office de statistique établi au Ministère du Commerce, celui-ci d'un caractère scientifique, celui-là d'un caractère pratique, et réalisant le *placement* d'une manière systématique, mais les ressources des syndicats ouvriers sont limitées, et, pour réaliser cette organisation pratique, le Comité, malgré le souci jaloux de son indépendance, a été contraint de recourir aux subsides de l'État (3).

L'œuvre des syndicats français, dans son développement, est évidemment subordonnée à l'évolution même des unions professionnelles, et de leur fédé-

(1) *Tenth biennial Report of the Bureau of labor statistics. Employment agency*, pp. 88 et suivantes, 1898.

(2) *Rapports et délibérations du Congrès national des Bourses du Travail de France*. 1900, pp. 151 et 161.

(3) *Ibid.*, p. 166. Les statuts de l'office national ouvrier de statistique et de placement ont paru dans un livre tout récent : *Histoire des Bourses du Travail*, par F. PELLOUTIER, p. 200, 1902.

ration locale en Bourses du travail, et générale en Office de statistique et de placement. Si l'on poursuit au contraire une centralisation plus générale et plus rapide du marché du travail, il faut bien recourir à d'autres organismes encore et faire appel à d'autres interventions des pouvoirs publics. Semblablement, l'institution ne peut plus alors rester exclusivement sous le contrôle des ouvriers.

L'exemple de la Belgique est fait pour montrer à quels obstacles le développement spontané de ces institutions peut se heurter. La Fédération des Bourses du travail est poursuivie par M. de Quecker avec une profonde intelligence de l'impérieuse nécessité d'organiser dans l'ensemble du pays le marché du travail. Jusqu'ici cette Fédération n'a pu réunir que peu d'éléments et n'a pu compter que sur des ressources insuffisantes.

L'évolution économique révèle ainsi la nécessité d'une intervention des pouvoirs publics, pour généraliser les informations sur le marché du travail, et concentrer l'action des organes qui lui sont propres. Elle a dans chaque pays une empreinte particulière, mais dans chaque pays aussi elle doit réunir des éléments complexes : Syndicats, Bourses, Bureaux du travail, Service postal. L'intervention de l'État peut se concilier avec une large indépendance des organes locaux et professionnels, en servant à la fois les intérêts du travail et ceux de la science. Le service de la circulation du travail doit tendre à s'organiser comme une sous-fonction du travail même, sous le contrôle et la protection de l'État, et sans se confondre avec un service administratif. C'est la préoccupation qui nous a dominé dans ce projet. S'il réclame une puissante intervention de la loi pour multiplier et coordonner les institutions locales, il est conçu de manière à préparer une véritable fédération d'organes locaux et syndicaux dus à l'initiative privée. La proposition pour le surplus est une synthèse de toutes les données de l'expérience comparative des autres peuples : elle coordonne tous les éléments d'informations, tous les organes propres à concourir à ce grand objet : réaliser d'une manière constante et sur toute la surface du pays, l'adaptation de l'offre à la demande de travail. Du bureau de poste on s'élève par la fédération des bureaux provinciaux et des bourses à un véritable *clearing house* du travail, c'est-à-dire à une compensation régulière, à intervalles très rapprochés des offres et des demandes dans toutes les régions du pays, entre les villes et les campagnes, entre l'agriculture et l'industrie. On reconnaîtra partout aussi la préoccupation de donner des garanties à l'impartialité, à la neutralité et de rattacher tout le système aux unions professionnelles, les éléments normaux de l'organisation du marché du travail, ceux dont le développement intégral suffirait à cette importante fonction.

§ 3. — *La statistique et l'assurance.*

Le résultat d'une telle institution, ce sera la constitution d'une statistique permanente de la répartition des forces du travail et des variations dans les conditions du travail pour les différents emplois et sur tous les points du pays. Déjà la *Revue du travail* éclaire de vives lumières l'état général du marché du travail ; le service proposé y ajouterait la précision et la généra-

lité de la statistique en atteignant de plus un but pratique immédiat. La statistique du chômage, d'une importance si décisive à tous les points de vue, deviendrait à la fois générale et permanente. Jusqu'ici, elle n'a pu être que très locale, ou momentanée quand elle a été générale.

On peut se faire une idée de l'importance que prendrait la statistique du chômage si elle pouvait atteindre, d'année en année, la précision qu'on a réussi à lui donner en 1893 dans l'État du Massachusetts (1), en 1895 dans l'empire d'Allemagne (2), et dans les dix dernières années à Zurich, à Saint-Gall, à Bâle (3).

Sa fonction sociale sera double : 1° permettre de prévenir, dans une mesure croissante, ce redoutable phénomène, quand on aura réussi à en dégager les causes complexes, à en prévoir le retour : les fluctuations saisonnières de l'industrie, la transformation des machines, le retour périodique des crises, les variations dans les conditions des échanges internationaux et l'état du marché mondial, les variations de la mode, ce sont là les facteurs sur lesquels l'action réparatrice de la société s'exercera de plus en plus méthodiquement ; — 2° réparer avec une généralité et une sûreté de plus en plus grande les effets du chômage qu'il aura été impossible de conjurer. Rostand a justement qualifié de *risque professionnel* le chômage qui dérive de causes involontaires, et il est rationnel qu'on s'applique à le couvrir par l'assurance.

Il faut reconnaître que l'assurance contre le chômage doit attendre, dans une large mesure, ses perfectionnements de sa propre évolution organique. Généralement et nécessairement locale à ses débuts, elle doit s'instituer sur des bases techniques incomplètes avant d'atteindre ses formes les plus rigoureuses. Il faudrait renoncer complètement à ses inappréciables bienfaits si l'on voulait d'emblée y parvenir. Sans doute des expériences trop imparfaitement élaborées, comme celle de Saint-Gall, échouent (4), mais l'insuffisance des matériaux statistiques n'empêche pas d'atteindre, à force de sagesse et de prudence, à des résultats remarquables comme à Bâle-Ville ; on peut marcher par étapes, en attendant, comme l'a dit judicieusement le savant professeur Adler, la connaissance exacte du nombre relatif des chômeurs d'un fonctionnement de la caisse d'assurance pendant une suite d'années (5). Les dispositions ingénieuses et savantes adoptées à Gand se concilient avec des degrés bien différents de précision dans la détermination du risque. Les projets élaborés à Bruxelles répondent aux objections tirées de l'insuffisance des statistiques, en limitant l'expérience à un temps assez court, en stipulant

(1) *Unemployment. Twenty fourth annual Report of the Bureau of statistics of Labor.* Boston, 1894.

(2) *Bericht von Schweizerischen Arbeitssekretariat*, 1902, pp. 57 et suivantes.

(3) *Ibid.*, pp. 50 et suivantes.

(4) CORNIL, *l'Assurance municipale contre le chômage*, p. 92 (1898).

(5) Concours pour l'organisation d'une caisse de chômage à Bruxelles, 1895, p. 54. — CORNIL, *l'Assurance municipale contre le chômage*, pp. 115-116.

les limites de l'intervention pécuniaire (1). Cependant, l'organisation du marché du travail contribuera de plus en plus à fortifier les lois scientifiques de l'assurance contre le chômage, à accélérer ses progrès et à généraliser ses institutions. C'est là sa haute portée.

Si l'organisation du Marché du travail rend l'assurance généralisée possible, par la constitution définitive de la statistique, une fois l'assurance réalisée, le Marché du travail à son tour lui devient indispensable. C'est qu'en effet, la nécessité de réduire les charges de l'assurance impose l'obligation incessante d'essayer de ramener à la vie active de la production, l'ouvrier qui chôme. C'est pour cela que le refus sans motif d'un emploi par l'assuré met fin à l'assurance (Règlement de Saint-Gall) (2) : c'est pour cela que le règlement organique du 8 mars 1895, fusionné à Berne, le Bureau municipal du travail et la Caisse d'assurance contre le chômage, et les soumet à une Commission (3). Dans le commentaire du projet d'assurance élaboré à Bruxelles en 1895, on lit : « un rouage indispensable à toute caisse d'assurance contre le chômage, c'est un bon bureau de placement ou *Bourse du travail* (4). Aussi l'un des chapitres des statuts est-il consacré au service du placement et renferme-t-il des prescriptions rigoureuses (5). M. Cornil, dans son excellente étude, impose la même préoccupation à la Caisse d'assurance, et la rend inséparable d'un Bureau du travail (6). Dans son institution et dans son fonctionnement, l'assurance contre le chômage est inséparable de l'organisation du Marché du travail.

La proposition actuelle ne comprend pas encore de plan d'organisation de l'assurance même; elle tend à lui préparer les bases scientifiques les plus précises et à en réduire les charges en donnant au Marché du travail, par une vaste organisation, inconnue jusqu'ici, la plus grande puissance de résorption des travailleurs inoccupés.

C'est pour concentrer l'effort sur cet objet que nous avons même ajourné l'inscription dans une telle proportion du droit pour les communes et les fédérations de communes de rendre obligatoire l'assurance contre le chômage involontaire, ce qui est notre pensée. Nous voulons appuyer toutes les fécondes initiatives. L'institution gantoise tend à faire des syndicats les organes normaux de l'assurance en les subsidiant, et subordonne, pour le surplus, le subside communal à l'épargne personnelle. C'est peut-être là l'institution préparatoire à généraliser (7).

Aussi nous avons inscrit le principe d'une intervention financière de l'État par des subsides aux institutions facultatives d'assurance qui ont été admira-

(1) Concours pour l'état pratique de la caisse de chômage, 1^{re} partie, pp. 40 et suivantes.

(2) V. G. CORNIL : *L'assurance municipale contre le chômage involontaire*, 1898, p. 77.

(3) *Ibid.* ; p. 45,

(4) Conférence du Bourgmestre : *L'assurance mutuelle contre le chômage involontaire*, 1895, p. 24.

(5) *Ibid.* ; p. 65.

(6) *L'assurance municipale contre le chômage*, pp. 119 et 128.

(7) V. VARLEZ. Commission spéciale pour l'étude de la question du chômage. Projet de règlement 1900. Voyez aussi le rapport de la Commission et le règlement définitif. Gand, 1901.

blement expérimentées à Gand et qui s'élaborent à Bruxelles. L'étendue de cette intervention aurait pour limite rationnelle le taux même de l'intervention communale ; en la supposant généralisée dans ces conditions, avec un coefficient de 20 centimes par habitant, quotité proposée dans certains projets belges, qui n'a encore été atteint dans aucune commune, cette intervention atteindrait, pour tout le pays, 1,400,000 francs, et la proposition de loi sur l'imposition du revenu tend à assurer cette participation. Cette intervention se justifie, d'un côté, par les causes générales que déterminent le chômage involontaire, et enveloppent tous les membres de la nation dans une commune solidarité, au sein de l'économie internationale, de l'autre, par le puissant intérêt à développer des formes de prévoyance sociale supérieures à toutes les institutions de la bienfaisance publique et privée, et qui sont elles mêmes l'organisation de la solidarité préventive.

H. DENIS.

PROPOSITION DE LOI.

§ 1^{er}. — Institution du service.

ARTICLE PREMIER.

Il sera pourvu à l'organisation générale du marché du travail en Belgique ; à la centralisation de toutes les données propres à éclairer les rapports de l'offre et de la demande de travail dans l'industrie, le transport, le commerce, l'agriculture, les variations de la population ouvrière dans les divers emplois du travail, l'importance, les causes, la périodicité du chômage, les conditions techniques et économiques de l'assurance contre le chômage involontaire :

1^o En établissant des rapports permanents réguliers et méthodiques, entre

a) les Bourses du travail qui sont ou seront fondées ou subsidiées par les communes, par les Conseils de l'industrie et du travail, par les comices agricoles, ou dues à l'initiative des unions professionnelles, des institutions de bienfaisance et qui s'affilieront librement à l'organisation générale ;

b) les bureaux du travail qui seront institués en vertu de la loi avec le concours des Conseils de l'industrie et du travail, des commissions d'agriculture et des comices agricoles ;

2^o En assurant le concours du service des postes à cette organisation du Marché du travail ;

3^o En reliant toutes ces institutions à

WETSVOORSTEL.

§ 1. — Instelling van den dienst.

EERSTE ARTIKEL.

Er zal worden overgegaan tot de algemeene inrichting van de Arbeidsmarkt in België ; tot de vereeniging van al de gegevens die van aard zijn om de verhouding van aanbod en van vraag om arbeid in nijverheid, vervoer, handel, landbouw, alsmede de veranderingen die zich bij de werkersbevolking voordoen in de verschillende arbeidsverrichtingen, de belangrijkheid, de oorzaken, de geregelde wederkeering van den arbeidsstilstand, de technische en economische vereischten van de verzekering tegen onvrijwilligen arbeidsstilstand te doen kennen :

1^o Door het tot stand brengen van bestendige, regelmatige en methodische betrekkingen, tusschen

a) de Arbeidsbeurzen, reeds gesticht of te stichten of geldelijk ondersteund door de gemeenten, de Raden van nijverheid en arbeid, de landbouwcomices, of uitgaande van de beroepsvereenigingen, van de inrichtingen van weldadigheid en die zich vrijelijk zullen aansluiten bij de algemeene inrichting ;

b) de arbeidsbureelen die uit kracht der wet zullen worden gesticht met medewerking der Raden van nijverheid en arbeid, der landbouwcommissiën en der landbouwcomices ;

2^o Door de medewerking te verkrijgen van den dienst der posten voor deze inrichting van de Arbeidsmarkt ;

3^o Door al die instellingen te verbinden

office du travail dépendant du Ministère de l'industrie et du travail.

§ 2. — Bureaux de poste.

ART. 2.

Les bureaux de poste recevront directement et par l'intermédiaire des agents postaux les offres et demandes d'emplois pour leur ressort, par simple carte postale; ils les afficheront dans les conditions à prescrire par les règlements afin de permettre aux chefs d'industrie et aux travailleurs de s'entendre directement; ils les communiqueront aux Bourses du travail et syndicats de leur ressort.

Ils transmettront aux bureaux du travail du chef-lieu de la province, les offres et demandes d'emplois qui s'étendent au-delà de leur ressort. Ils fournissent de plus à ces bureaux des données exactes sur les opérations accomplies par leur intermédiaire.

§ 3. — Bureaux provinciaux du travail.

ART. 3.

Il est établi un bureau du travail au chef-lieu de chaque province.

Le secrétaire du bureau est nommé par le gouverneur de la province, sur des listes communes de présentation des patrons et des ouvriers des Conseils de l'industrie et du travail de la province.

ART. 4.

Tout bureau du travail sera soumis au contrôle et à la surveillance d'une commission formée en nombre égal d'entrepreneurs et d'ouvriers, désignés par les

met den Arbeidsdienst ahangende van het Ministerie van nijverheid en arbeid.

§ 2 — Postkantoren.

ART. 2.

De postkantoren zullen rechtstreeks en door tusschenkomst van de postbeambten de aanbiedingen van en de aanvragen om werk, voor hun gebied, per eenvoudige postkaart ontvangen; zij zullen ze aanplakken op de wijze door de verordeningen voor te schrijven, ten einde aan de nijverheidshoofden en aan de arbeiders toe te laten zich rechtstreeks onderling te verstaan; zij zullen ze mededeelen aan de Arbeidsbeurzen en syndicaten van hun gebied.

Zij zullen aan de arbeidsbureelen van de hoofdplaats der provincie de aanbiedingen van en aanvragen om bezigheid overmaken, die buiten hun gebied gaan. Aan die bureelen verstrekken zij bovendien nauwkeurige gegevens nopens de door hunne tusschenkomst gedane verrichtingen.

§ 3. — Provinciale Arbeidsbureelen.

ART. 3.

Ter hoofdplaats van elke provincie wordt een Arbeidsbureel ingericht.

De secretaris van het bureel wordt door den Gouverneur der provincie benoemd uit eene voordracht met gemeenschappelijk overleg opgemaakt door de patroons en werklieden van de Nijverheids- en arbeidsraden der provincie.

ART. 4.

Elk Arbeidsbureel zal onder het toezicht en onder de bewaking staan van eene commissie samengesteld uit een gelijk getal werkgevers en werkne-

groupes correspondants des Conseils de l'industrie et du travail et par la Commission provinciale d'agriculture. Les commissaires veilleront à l'application des règlements, étudieront toutes les réformes que ce service et les institutions qui s'y rattachent pourront comporter et feront annuellement rapport aux communes, à la province et à l'Office du travail.

ART. 5.

Les bureaux du travail ont pour mission générale :

1° De mettre en rapport permanent l'offre et la demande de travail et de faciliter le placement et l'embauchage des ouvriers, employés de l'un et de l'autre sexe, aux moindres frais possibles ;

2° D'organiser pour chaque profession et, en général, pour la population industrielle, commerciale, agricole, un système d'informations exactes sur l'état du marché du travail en Belgique, dans les différentes régions et dans l'ensemble du pays ;

3° De livrer périodiquement à la publicité, soit directement soit par l'intervention de l'Office du travail, les données recueillies sur l'état de l'offre et de la demande ;

4° De favoriser la circulation du travail dans les différentes parties du pays, de faciliter l'apprentissage des jeunes ouvriers ;

5° De concourir à la statistique du travail et du chômage par des rapports réguliers avec l'Office du travail et sous la direction scientifique de celui-ci ;

6° De se mettre, aux fins ci-dessus, en rapport avec les unions professionnelles, avec les Bourses du travail de leur circonscription et avec les autres bureaux provinciaux du travail, avec les institutions d'assistance par le travail ; avec les

mers, door de corresponderende groepen van den Raad van nijverheid en arbeid en door de Provinciale landbouwcommissie aangewezen. De commissarissen zorgen voor de toepassing van de verordeningen, bestudeeren elke hervorming, gevraagd door dezen dienst en de er mede in verband staande instellingen ; zij doen jaarlijks verslag aan de gemeenten, aan de provincie en aan den Arbeidsdienst.

ART. 5.

De Arbeidsbureelen hebben tot algemeene zending :

1° De aanbiedingen van en aanvragen om arbeid in bestendige betrekking met elkaar te stellen en het plaatsen en werven van werklieden, bedienden van beide kunne te vergemakkelijken, tegen de minst mogelijke kosten ;

2° Voor elk beroep en, in 't algemeen, voor de nijverheids-, handels- en landbouwbevolking een stelsel van nauwkeurige inlichtingen naar den toestand der arbeidsmarkt in België, voor de verschillende gewesten en het geheele land, in te richten ;

3° Op vaste tijden, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van den Arbeidsdienst, de gegevens nopens den toestand van aanbod en vraag bekend te maken ;

4° Den omgang van den arbeid in de verschillende gedeelten des lands te begunstigen, het opleiden van de jonge werklieden te vergemakkelijken ;

5° Door regelmatige betrekkingen met den Arbeidsdienst en onder dezes wetenschappelijke leiding de statistiek van den arbeid en den arbeidssitueering te helpen opmaken ;

6° Zich daartoe in betrekking te stellen met de beroepsverenigingen, met de arbeidsbeurzen van hun gebied en de andere provinciale Arbeidsbureelen, met de instellingen van bijstand door arbeid ; met de instellingen van verzekering tegen ar-

institutions d'assurance contre le chômage; de faciliter l'organisation de ces caisses d'assurance.

ART. 6.

En cas de grève, ou de fermeture d'atelier par le chef d'industrie (*lock out*), les bureaux du travail gardent une neutralité absolue.

ART. 7.

Les bureaux du travail ont pour fonction spéciale de rassembler les offres et les demandes de travail qui leur parviennent directement ou que les bureaux de poste ou les Bourses du travail leur adressent, d'en dresser la liste d'après les modèles à arrêter par les règlements généraux et de les transmettre soit aux bureaux de poste et aux Bourses du travail de leur circonscription, soit aux bureaux du travail des autres provinces, pour qu'il leur soit donné par l'intermédiaire du service des postes la publicité nécessaire. Ils transmettront aux particuliers qui s'adresseront à eux les renseignements utiles en se conformant au règlement d'ordre intérieur et sans autres frais que les frais de poste.

Chaque semaine le secrétariat du bureau du travail transmet à l'Office du travail le relevé des opérations accomplies par son intermédiaire et par les bureaux de poste compris dans sa circonscription, l'état des offres et des demandes de travail qui se sont produites, les transactions opérées, les indications statistiques sur les offres et les demandes de travail qui subsistent suivant les industries et les localités, les données générales sur le nombre des ouvriers sans travail et leur rapport avec la population occupée.

§. 4. — Bourses du travail.

ART. 8.

Les Bourses du travail conserveront

beidsstilstand; het tot stand komen van deze verzekeringskassen gemakkelijker te maken.

ART. 6.

In geval van werkstaking of van sluiting van werkplaats door het nijverheids-hoofd (*Lock out*), blijven de Arbeidsbureelen volkomen onzijdig.

ART. 7.

De Arbeidsbureelen hebben tot bijzondere taak de aanbiedingen van en de aanvragen om werk te vereenigen die hun rechtstreeks toekomen of hun door de postkantoren of de Arbeidsbeurzen worden gezonden, daarvan eene lijst op te maken naar het door de algemeene verordeningen vast te stellen model en ze te doen geworden hetzij aan de postkantoren en aan de Arbeidsbeurzen van hun gebied, hetzij aan de Arbeidsbureelen der overige provinciën opdat daaraan, door tusschenkomst van den postdienst, de noodige openbaarheid worde gegeven. Aan de bijzondere personen, die zich tot hen wenden, doen zij de nuttige inlichtingen geworden, zich daarbij houdende aan het reglement van orde en zonder andere onkosten dan die van de post.

Elke week stuurt het secretariaat van het Arbeidsbureel aan den Arbeidsdienst de opgave van de verrichtingen gedaan door zijne tusschenkomst en door de in zijn gebied begrepen postkantoren, den staat der ingekomen aanbiedingen van en aanvragen om arbeid, de getroffen vergelijken, de statistische aanwijzingen over de aanbiedingen van en aanvragen om arbeid volgens de nijverheidstakken en de plaatsen, de algemeene gegevens betreffende het getal werklooze arbeiders en hunne verhouding tot de werkhebbende bevolking.

§ 4. — Arbeidsbeurzen.

ART. 8.

De bestaande Arbeidsbeurzen zullen,

leur autonomie en s'affiliant au service général, elles ne sont tenues que de leur participation régulière à ce service, en se soumettant à ses conditions réglementaires.

Une Bourse du travail pourra remplir les fonctions de Bureau provincial du travail dans les conditions fixées par l'article 4.

Elles sont en rapport constant avec tous les autres organes du marché du travail.

Elles adressent chaque mois à l'Office du travail les mêmes renseignements que les Bourses du travail.

§ 5. — Office du travail et Comité central.

ART. 9.

Des arrêtés royaux établiront les règlements propres à assurer le fonctionnement normal et l'action coordonnée des diverses institutions; ils classeront les industries, fixeront les types de bulletins de renseignements les plus propres à assurer le service normal de la statistique et du Marché du travail.

L'Office du travail veillera à l'exécution de ces règlements. Il centralisera les données statistiques, procédera aux travaux techniques jugés nécessaires, et publiera périodiquement les résultats généraux recueillis. Il sera assisté par un Comité central émanant des Bourses du travail et des bureaux provinciaux, et qui donnera son avis sur les questions se rattachant à l'organisation générale et aux progrès du service; un arrêté royal réglera les conditions de son organisation. Il renfermera en nombre égal des représentants des ouvriers et des chefs d'entreprise.

zich aansluitende bij den algemeenen dienst, onafhankelijk blijven; zij zijn enkel gehouden tot regelmatige deelneming aan dien dienst, met inachtneming van de reglementaire voorwaarden.

Eene Arbeidsbeurs zal werkzaam kunnen zijn als provinciaal Arbeidsbureau, onder de voorwaarden in artikel 4 bepaald.

Zij zijn voortdurend in gemeenschap met alle andere organen der Arbeidsmarkt.

Elke maand doen zij den Arbeidsdienst dezelfde inlichtingen geworden als de Arbeidsbeurzen.

§ 5. — Arbeidsdienst en Middencomiteit.

ART. 9.

Koninklijke besluiten voeren de reglementen in, die van aard zijn om de geregelde werking en de geordende handeling der verschillende instellingen te verzekeren; zij rangschikken de nijverheidsvakken, bepalen het model der bulletins van inlichtingen die het meest geschikt zijn om den geregelde dienst van de statistiek en van de Arbeidsmarkt te verzekeren.

De Arbeidsdienst zorgt er voor, dat die reglementen worden nageleefd. Hij centraliseert de statistieke gegevens, verricht de noodig geachte technische werken en kondigt, op geregelde tijden, de ingewonnen algemeene uitslagen af. Hij wordt bijgestaan door een Middencomiteit, uitgaande van de Arbeidsbeurzen en van de provinciale bureelen, dat zijne meening te kennen geeft over de vraagstukken die in verband staan met de algemeene inrichting en den vooruitgang van den dienst; een koninklijk besluit bepaalt de wijze waarop het wordt ingericht. Het begrijpt een gelijk getal vertegenwoordigers van werklieden en van werkgevers.

§ 6. — Assurance contre le chômage.

ART. 10.

L'Office du travail établira, à l'aide des statistiques obtenues comme il est dit ci-dessus, les bases scientifiques et les conditions de l'assurance contre le chômage involontaire.

L'établissement de l'assurance soit par les communes ou les syndicats de communes soit avec leur intervention sera encouragé par les subsides de l'État.

7. — Charges du service des Bureaux du travail.

ART. 11.

Les frais de premier établissement et de fonctionnement des Bureaux du travail seront supportés par parts égales par l'État, les provinces et les communes de leur ressort.

L'État subsidie les Bourses du travail affiliées, il prend à sa charge tous les frais dérivant de l'intervention de l'administration des postes et de la centralisation du service.

§ 6. — Verzekering tegen Arbeidsstilstand

ART. 10.

Door middel van statistieken, verkregen zooals hooger is bepaald, stelt de Arbeidsdienst de wetenschappelijke grondslagen vast, alsmede de wijze van verzekering tegen onvrijwilligen arbeidsstilstand.

Het invoeren van de verzekering hetzij door de gemeenten of de syndicaten van gemeenten, hetzij door hare bemiddeling, zal door Staatstoelagen worden aangemoedigd.

§ 7. — Lasten van den dienst der Arbeidsbureelen.

ART. 11.

De kosten van eerste inrichting en van werking der Arbeidsbureelen worden, bij gelijke deelen gedragen door den Staat, de provinciën en de gemeenten van 't gebied waartoe zij behooren

De Staat geeft subsidie aan al de aangesloten Arbeidsbeurzen; hij neemt voor zich al de kosten voortvloeiende uit de medewerking van het postbestuur alsmede uit de centralisatie van den dienst.

H. DENIS.

E. ANSEELE.

M. TERWAGNE.

LOUIS BERTRAND.

LÉON TROCLET.

DUFRANE-FRIART.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 JANUARI 1901.

Wetsvoorstel tot het inrichten der Arbeidsmarkt, der statistiek over werkstilstand en der verzekering daartegen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Gewijzigd en aangevuld, herhalen wij een wetsvoorstel op het inrichten der arbeidsmarkt, door ons toegelicht ter vergadering van 19 Februari 1893. Paragraaf 1 van onderstaande toelichting geeft de hoofdzakelijke gedeelten van de vroegere terug.

Stellen we thans voor dezen uitgestrekten dienst van inlichting tot stand te brengen, toch ligt het geenszins in onze bedoeling daardoor de nijverheidscrisis bij 't meerendeel der meest gevorderde volken van Europa te verhelpen; op zijn best ge omen, kan dit eenigszins den toestand verzachten van nijverheidstakken of in streken waar betrekkelijk meer aanbod van werk dan aanvraag bestaat. « Door geen stelsel van *Labour Bureaux*, zegde de heer Hobson, een Engelsch huishoudkundige, kan het vraagstuk der werkelozen (*unemployed*) worden opgelost. De mogelijkheid om behoefte aan arbeidsgebruik gemakkelijker te bevredigen, doet niet merkelyk de zuivere hoegrootheid van die behoefte uitschijnen ». Dit is waar. want in tijd van crisis, kan men enkel het verlies aan ongebruikte arbeidskracht tot een minimum herleiden. Wordt evenwel dit vraagstuk van inrichting opgeworpen in tijd van crisis, zoo bestaat er zekere kans het *op bestendige wijze* op te lossen, want dan draagt alles bij tot die oplossing.

't Is pijnlijk, de natuurlijke uitbreiding van den *omloop* der voortbrengselen te vergelijken met den toenemenden *omloop* des arbeids in de meest beschaafde landen. Terwijl de welige bloei der krediets- en vereveningsinstellingen den muntomloop deze gezamenlijke inrichtingen toevoegde, welke gedijen tot een *centraal clearing-house* of vereveningskantoor, zou het bij de meesten verwondering baren zoo werd beweerd dat de arbeidsmarkt natuur-

lijkerwijze zulke veelzijdige inrichtingen vergt en dat deze, op hare beurt, door gestadige betrekking tusschen hare onderlinge bestanddeelen, moet gedijen tot een *clearing-house* voor den arbeid. En toch is het zoo.

Om het sociale vraagstuk op wetenschappelijke wijze toenemenderhand te kunnen oplossen, zijn er thans eenvoudige en voorbereidende instellingen noodig, als daar zijn : het inrichten van de arbeidsmarkt, opdat de werker zijn arbeidsaanbod *het best mogelijk* zou kunnen regelen naar den toestand der markt; het inrichten van vak- en beroepsonderwijs, opdat hij *het nut-oefenen van zijn bedrijf* zoo goed mogelijk zou kunnen *regelen* naar de huishoudkundige omstandigheden en dezer *afwisselingen*; het inrichten van bemiddeling tusschen kapitaal en arbeid, als aanvulling van het werk der beroepsverenigingen en daarop gesteund. Deze instellingen, welke gelijkstelling van arbeid en kapitaal in den strijd beoogen en den werker veroorloven *zijn aanbod voor te behouden*, maken ook gezamenlijke overeenkomsten mogelijk : dat is *gezamenlijke regeling ingevolge eener overeenkomst*. Die regeling moet worden toegepast op de ruimte (dat is de arbeidsmarkt), op den tijd (door de beroepsverenigingen), op het bedrijf (door het onderwijs) en op de overeenkomst. Zoo doet de markt van den arbeid, de *stellige vrijheid* der arbeiders, zich onder toenemende gedaante voor. Dit zal aanleiding geven tot drie wetsvoorstellen.

§ 1. — *Beginnelsen en ontwikkeling der Arbeidsbeurzen en Arbeidskantoren.*

Door het wetsvoorstel dat wij der Kamer voorleggen, bedoelen wij eene der meest algemeene en der aanzienlijkste verrichtingen van het huishoudkundig leven der volken te regelen, dat is de omloop des arbeids, en bij te dragen om op 's lands markt een evenwicht te houden tusschen vraag en aanbod van arbeid. De vooruitgang der huishoudkundige wetenschap, de uitslagen der langdurende ervaring in deze eeuw, hebben duidelijk bewezen dat de alleenstaande werker, aan zichzelf overgelaten, zich niet vanzelf richt naar het punt der huishoudkundige markt dat het meest mogelijke voordeel voor zijnen arbeid oplevert.

't Was eene noodlottige dwaling, den arbeid als koopwaar te beschouwen en den werker de veranderlijkheid te wijten van de door hem voortgebrachte waar. De edelaardigste en zuiverste pogingen van de hedendaagsche wetenschap werden gericht tegen de huishoudkundige opvattingen, waarvan deze ijdele gelijkstelling slechts eene enkele zijde is.

Van achter zijne toonbank kan, zooals Harrison zegde, een koopman, door middel van enkele brieven, de middelen van bestaan voor eene gansche stad van het eene vasteland naar het andere doen vervoeren. Doch anders is 't gesteld met menschenarbeid : de werker kan zijne arbeidskracht niet als een pak verzenden; de uiting van die kracht is onafscheidbaar van den werker zelf; dus zijn dezelfde omstandigheden, die invloed oefenen op de verplaatsing van den mensch, ook van invloed op den omloop van de zoogezegde arbeidswaar.

In het vraagstuk van den omloop des arbeids, naarmate men beter in

den mensch een veelzijdig geheel van gevoelens en denkbeelden zag, dat buiten hem menigvuldige hinderpalen ontmoette, waartegen hij min of meer machtig gewapend is. moest de volstreckte leer van het individualisme, van alles te laten gaan zooals het wil, insgelijks toegeven aan de eischen der geschiedkundige werkelijkheid.

Den toestand der huishoudkundige markt niet kennen, is de hinderpaal voor den geregelden arbeidsomloop, welke eerst en vooral hoogst verdienstelijke huishoudkundigen heeft getroffen. 't Is om de uitwerkselen daarvan te bestrijden, dat onze geleerde en eerbiedwaardige landgenoot, de heer de Molinari, in 1846 voorstelde arbeidsbeurzen in te richten, waarvan de heer Sève, twintig jaar later, het beginsel uitstreckte tot de internationale arbeidsmarkt en tot de uitwijking (1). De arbeidsbeurs is bestemd om den kring der huishoudkundige kennis van den werkman uit te breiden, en, hem ieder oogenblik op de hoogte brengende van vraag en aanbod en van de gezamenlijke arbeidsvoorwaarden, zijne huishoudkundige gedragslijn te regelen, hem over zijn bijzonder belang in te lichten.

In een nog meer algemeen opzicht, strekt de arbeidsbeurs om ieder oogenblik het aanbod zoo volmaakt mogelijk overeen te brengen met de aanvraag naar arbeid, de voortbrengende krachten het best te verdeelen voor het maatschappelijk en het persoonlijk belang, de ongebruikte krachten tot het minimum te herleiden, overal de drukking van mededinging op genoeg gelijke wijze te verdeelen, opdat, overigens alles gelijk zijnde, het wezenlijk loon van den arbeid naar gelijkheid streve, en opdat het gemiddeld peil zoo hoog mogelijk zij.

Zoo men eenigszins nagaat hoe de bevolking zich in den loop van weinige jaren over de uitgestrektheid van een land, verplaatst, is het niet te begrijpen waarbij het komt dat regelende instellingen zoo traagzaam ontstaan en algemeen worden. Zoo is 't gesteld met de samendringing naar de steden en de nijverheidsstreken. In 1890 bedraagt de bevolking der gemeenten met 5,000 inwoners en daarboven, 91 t. h. van de bevolking der andere gemeenten; in 1846, was de verhouding 48 t. h., en in 1880, bereikte zij slechts 76 t. h. Met de cijfers van de jongste volkstellingen, kan worden berekend dat de landelijke arbeiders, in 1880, 5.94 t. h. van de gansche bevolking uitmaakten, en in 1890, slechts 3.69 t. h.; het overschot werd naar de nijverheid gedreven, doch de verhouding van 't middelcijfer der nijverheidsarbeiders tot de bevolking verhoogde slechts weinig van 1880 tot 1890; er blijft eene gemiddelde bevolking van wellicht nagenoeg 120,000 arbeiders, overgeleverd aan wisselvalligheid en arbeidsgebrek.

Dergelijke cijfers laten onderstellen dat er ontelbare en onophoudende pogingen aangewend worden om den arbeid te regelen, welke pogingen tot

(1) Zie, aangaande de geschiedenis der arbeidsbeurzen, *Les Bourses du travail* van den heer de Molinari, 1893; eene studie van Dr De Paepc, 1880; het verslag, in 1885 door den heer Denis den heer burgemeester Buls aangeboden; het verslag over het plaatsen van werklieden en beambten van den Arbeidsdienst te Parijs, en, onder de verslagen aan de Engelsche *Commission of labour*, het verslag over Frankrijk.

hiertoe slechts in een onzeker licht werden gesteld; en de gedachte alleen dat zelfs een gering deel persoonlijke ellende en vruchteloos streven kan bespaard worden door eene betere kennis der markt, billijkt ontwerpen als ditgene dat wij de Kamer voorstellen.

In het laatste vierde dezer eeuw, rees het vraagstuk van werkstilstand in de nijverheidslanden met wreede welsprekendheid op, en nooit werden grondigere opsporingen naar de oorzaken en hulpmiddelen gedaan dan thans. Het onderzoek in Amerika, naar het verval der nijverheid, waaruit bleek dat er in 1886 nagenoeg een millioen werkeloze arbeiders waren; de uitgestrekte verrichtingen der arbeidscommissie in Engeland; het onderzoek van het Engelsch *Department of labour*, naar de werkloze arbeiders; de opsporingen van den Arbeidsdienst te Parijs over het plaatsen van werklieden, evenals het onderzoek door 't gemeentebestuur van Brussel ingesteld naar de arbeidlooze werklieden, getuigen van die algemeene bezorgdheid.

Het komt de statistiek toe, dit geducht verschijnsel verder te ontleden, op te klimmen tot de veelledige oorzaken die er aanleiding toe geven, en naast de gewone wisselvalligheden der nijverheid, den invloed aan te toonen van de crisissen die op gezette tijden de huishoudkundige gesteldheid schokken en welke vervormingen het ondergaat. Door te werken op de oorzaken zelve, zal de wetenschap van lieverlede die vermindering van de huishoudkundige werkzaamheid weten te voorkomen. Doch wanneer het verschijnsel zich voordoet, blijft er nog eene aanzienlijke ruimte over voor menschelijke bemoeiing, en er bestaan vier soorten van groote middelen: 1^o de voortbrengende krachten het best mogelijk trachten te verdeelen; 2^o overmatig aanbod van arbeid verminderen; 3^o de vraag naar arbeid aanzienlijker en uitgestrekter maken door gebruik voor den arbeid te vinden; 4^o eindelijk de verzekering tegen werkstilstand trachten te verwezenlijken.

Bedoelde instellingen gelden uitsluitend voor het eerste soort. Zijn zij — en het kan niet anders — slechts in zeer beperkte verhouding doelmatig in tijden van crisis, toch leveren ze dit onschatbaar voordeel op, dat zij bestendig haren invloed op den toestand der arbeidsmarkt doen gevoelen.

Al hadden de arbeidskantoren, zooals in een der verslagen van de arbeidscommissie in Engeland werd toegegeven, geen ander gevolg dan de gewone veranderingen der arbeidsmarkt te verminderen, toch zou hunne inrichting een bepaald bestanddeel aanbrengen voor de oplossing van 't vraagstuk der wisselvalligheid van den arbeid. Hunne noodzakelijkheid moet des te levendiger worden gevoeld, naarmate oorzaken van verschillenden aard samenwerken om werkstilstand meer herhaaldelijk en in ruimere mate te doen ontstaan.

Dit blijkt wel wanneer men nagaat wat in de meest gevorderde landen van Europa geschiedde: Engeland, Duitschland, Frankrijk, België. Overal tracht men immermeer bemiddelende instellingen tusschen vraag en aanbod van werk in 't leven te roepen.

In Engeland, belasten de *trade unions* zich over 't algemeen met het opsporen van arbeid voor hunne leden die er geen vinden. Daartoe is de

inrichting der oudste en best samengestelde vereenigingen wonderwel geschikt. Ze zijn, trouwens, verdeeld in loges, verspreid over gansch het Vereenigd Koninkrijk. Iedere harer staat in geregelde betrekking met het middencomiteit der vereeniging. Zij onderricht het over de plaatsen waar arbeid wordt gevraagd en waar er overvloed aan arbeid is. Reeds werd in het groot onderzoek van 1867 op die verrichting der vereenigingen gewezen, en nog op vollediger wijze in de verslagen der *commission of labour* 1893-1894. De secretarissen der loges zenden de arbeidloze werklieden naar die plaatsen waar arbeid is te vinden. De voornaamste vereenigingen, als daar zijn die der werktuigmakers, der letterzetters, sturen geregeld aan hunne leden verslagen over den toestand der arbeidsmarkt.

En toch is, niettegenstaande den vooruitgang der beroepsvereenigingen in Engeland, dezer uitbreiding op verre na nog niet toereikend. Er zijn weinig meer dan een millioen lieden in die vereenigingen en zes millioen arbeiders blijven verstoken van beroepsinrichting : daarenboven is de inrichting der jongste vereenigingen, uitgestrekt tot werklieden zonder leertijd, *unskilled labour*, ontoereikend om de arbeidsmarkt te regelen.

In dergelijke omstandigheden en onder de drukking der huishoudkundige crisis, kwamen *labour bureaux* tot stand, om vraag en aanbod van werk te aanvaarden. Uit het onderzoek naar de arbeiders zonder werk, bleek dat er in 1893 een tiental zulker kantoren waren, en wel zes te Londen zelf; de eene zijn ingericht door weldadigheidsinstellingen, andere door de municipaliteiten (1).

Deze instelling, zegt Drage, is nog maar in haar proefnemend tijdvak (2); doch reeds nu kondigt de *Labour Gazette* van het departement van openbare werken maandelijks de mededeelingen af, geleverd over den staat van vraag en aanbod van werk. Het eindverslag van het onderzoek der arbeidscommissie wees insgelijks op de door die kantoren bewezen diensten; ten haren overstaan werd de meening geuit dat dergelijke kantoren moesten verspreid zijn over al de landen die met elkander in organieke betrekking staan, benevens eene centrale inrichting, gevestigd te Londen, en alle onder het toezicht der openbare machten staande (3). Een der ambtenaren van het *department of labour*, de heer Schloss, ontwikkelde in 1893 in eene heerlijke studie over de herinrichting van dit departement een ontwerp, volgens hetwelk de arbeidskantoren, in alle gemeenten ingericht, hetzij door bijzonderen ondernemingsgeest hetzij door de plaatselijke besturen, zich iederen dag in betrekking zouden stellen met de plaatselijke berichtgevers van het arbeidsdepartement, om de inlichtingen over den staat der arbeidsmarkt te vereenigen, te verspreiden en af te kondigen (4). Zoo deed hij — en dit is ook de grondgedachte van ons voorstel — de arbeids-

(1) *The unemployed. Report.*

(2) *The unemployed*, door G. Drage, deel II, hoofdstuk I.

(3) *Final Report of the Commission of labour*, § 243-259.

(4) Schloss, *Reorganization of the Labour Department*. Zie verslag van den heer Hector Denis aan den hooger en arbeidsraad, over de arbeidsstatistiek in Engeland.

kantoren samenwerken met den dienst der arbeidsstatistiek, zonder van dezen laatsten een verhuurkantoor te maken.

't Is eveneens de heer Schloss die, als bijkomende inrichting voor het plaatsen van werklieden, een beroep doet op den dienst van posterijen en telegrafen; doch hij kent hem eene minder uitgestrekte rol toe dan met de vernuftige en goed begrepen inrichting in 't groothertogdom Luxemburg (1).

Wat Frankrijk kenmerkt, is de uitbreiding der arbeidsbeurzen.

Het denkbeeld, in 1846 door den heer de Molinari uitgedrukt en in 1851 meer stelselmatig overgenomen door den heer Ducoux, werd in Frankrijk slechts den 3ⁿ Februari 1887 bewerkstelligd, bij het stichten der arbeidsbeurs te Parijs. Sindsdien kreeg deze inrichting snelle uitbreiding: van 1887 tot 1895 steeg het getal arbeidsbeurzen tot negen en dertig en op dit oogenblik zelf worden dertien nieuwe beurzen gesticht. Ze kwamen tot stand na de wet van 21 Maart 1884, die eenen zoo grooten invloed op de inrichting van den arbeid had, en zijn de wezenlijke uitstraling van de beroepsvereenigingen (2). Trouwens bestaan zij alle uit groepen van werkmanssyndicaten. Alleen te Bordeaux en te Havre, waar de werking der syndicaten is beperkt, nemen de syndicaten van patroons en werklieden deel aan 't bestuur der instelling. De meeste beurzen ontvangen ook toelagen van de gemeenten en de departementen. Thans zijn daarbij aangesloten 975 werkmanssyndicaten, met 375,947 leden. Volgens de uitgebreide studie over het plaatsen der werklieden, uitgegeven door den Franschen Arbeidsdienst, waren bij de beurzen, in 1890 ingekomen: 147,818 vragen om werk en 94,572 aanbiedingen, en 106,506 werklieden kregen eene vaste plaats (3).

Krachtens hare instelling zelve, staan de arbeidsbeurzen tegenover de verhuurkantoren, op kapitalistische wijze als private ondernemingen ingericht. De hogere beginselen van onderlingen steun en solidariteit, welke zij bewerkstelligen, geven echter op verre na nog niet den grondtoon bij de inrichting der arbeidsmarkt. In 1891, werden nog 454,459 werklieden door de verhuurkantoren geplaatst.

Congressen der arbeidsbeurzen, als die van Saint-Étienne en Toulouse, op bepaalde tijden gehouden, strekken tot eenmaking der arbeidsmarkten, en eene beslissing werd genomen tot het verplichtmaken eener arbeidsbeurs, in iedere gemeente waar de werkmanssyndicaten ze zouden eischen.

Doch wat, met het oog op de stellige oplossing van het vraagstuk, waarover dit wetsvoorstel handelt, vooral treft, zoo men bestudeert wat Frankrijk doet, is de noodzakelijkheid om de syndicaten van werklieden en patroons nader tot elkander te brengen en door eenen bestendigen band onderling te verbinden.

Onder de instellingen om in Duitschland de arbeidsmarkt in te richten, zijn

(1) Zie *Labour Gazette*, over de inrichting in 't groothertogdom, Augustus 1894, en eene studie, afgekondigd door de *Justice*, te Brussel.

(2) Zie *Arbeidsblad*, October 1894.

(3) Plaatsing der werklieden. Verslag van 1895. Zie *Royal Commission of labour, Foreign reports*, Frankrijk.

de eene syndicaten van patroons en van werklieden, de andere weldadigheids- en nog andere openbare instellingen. De doelmatige werking der syndicaten werd belemmerd door den strijd der partijen; het zijn de openbare instellingen, onafhankelijk van de weldadigheid, die schijnen algemeen te moeten worden. De grondslagen harer inrichting werden in 1893 uiteengezet door het gemeentebestuur van Stuttgart: gemeentelijke arbeidskantoren zouden onder het toezicht staan van gemengde commissiën van patroons en werklieden; de lasten zouden gedragen worden door de gemeenten, zonder bijdrage der belanghebbenden.

Alhoewel over deze grondbeginselen nog wordt beraadslaagd, toch kwamen reeds in vele aanzienlijke steden kantoren tot stand, volgens de hoofdtrekken dezer inrichting. De regeeringen denken bij voortduring aan hare vermenigvuldiging. In Pruisen heeft de minister van Handel en Nijverheid de gouverneurs der provinciën verzocht het tot stand brengen van arbeidsbureelen in de hand te werken, en den wensch uitgedrukt dat er ten minste één zou bestaan in al de steden van min dan 10,000 inwoners. In 1894 was het ministeriëel besluit in meer dan zestien steden van Silezië reeds uitgevoerd. De Saksische Regeering bestudeert een plan om zulke kantoren in al de gemeenten van meer dan 2,000 zielen in te richten. In Wurtemberg prees, op het einde van 1894, de nijverheids- en handelsraad, als besluit eener studie, waarmede de Regeering hem had belast, de inrichting aan van arbeidskantoren, onder het gemeenschappelijk toezicht van patroons en werklieden, in de steden, en het groepeeren der landelijke gemeenten, met hetzelfde doel. Ten slotte vroeg hij dat de Staat, op zijne kosten, al deze plaatselijke bureelen aan een centraal bureel zou verbinden (1).

In België werd, in 1884, naar verwezenlijking der vruchtbare opvatting van den heer de Molinari gestreefd door den heer Buls, burgemeester van Brussel, en door den ondertekenaar dezer toelichting. Het ontwerp, als besluit van het verslag, door hem, op 25ⁿ Januari 1885, de werkmansbonden aangeboden, en door deze hoofdzakelijk aangenomen, wilde de arbeidsbeurs trapsgewijze inrichten als eenen bond der syndicaten van patroons en werklieden, met zedelijken en geldelijken steun der gemeente.

De inrichting der statistiek van den arbeid deed hij gepaard gaan met die van 't plaatsen der werklieden, en hij bereidde de vorming voor, in de voornaamste nijverheidscentrums en in de verschillende landbouwstreken, van soortgelijke instellingen, en, door dezer vereeniging in bond, de wetenschappelijke inrichting der arbeidsmarkt in België alsmede die van den internationalen omloop van den arbeid.

Tegenstand van wege de minderheid der aangesloten werklieden, onmacht van al de pogingen tot bemiddeling om tot een vergelijk te geraken tusschen deze en de afgevaardigden van de syndicaten van patroons, namen alle hoop weg op verwezenlijking van dit eerste ontwerp (2).

(1) Zie *Labour registres in Germany*; *Labour Gazette*, October 1894.

(2) Zie het Bulletin der voorloopige onderhandelingen voor het inrichten eener Arbeidsbeurs, te Brussel, bevattende de verslagen der heeren Buls, Denis, de Molinari, alsook de beraadslagingen der vergaderingen van de afgevaardigden der werklieden, 1886.

In 1889, werd deze opvatting onder een nieuwen vorm voorgesteld : de arbeidsbeurs werd eene gemeentelijke instelling, zooals men er in Duitschland, in Engeland en in Frankrijk zelf vindt; doch in dezer inrichting is een raadplegingscomiteit begrepen. waarvan werklieden en beambten deel uitmaken. De jaarverslagen der beurs. door een verknocht en verlicht bestuur uitgegeven, getuigen van de werkelijke diensten, die zij aan een deel der bevolking bewijst : het gemiddeld bedrag der aanbiedingen van en, vooral, der aanvragen om werk, is merkelyk gedaald van 1891 tot 1894, toen zij stegen tot 3,154 en 2,506. Alhoewel veelvuldige oorzaken bijdragen om deze feiten uit te leggen, toch drukt een ernstig vraagstuk, dat tot heden niet kon worden opgelost, zwaar op de Arbeidsbeurs van Brussel, namelijk hare verstandhouding met de syndicaten van werklieden en patroons (1).

Kort na de inrichting der Arbeidsbeurs te Brussel, werden andere pogingen aangewend, te Gent bij voorbeeld, die blyk geven van eene algemeene bezorgdheid om de arbeidsmarkt te regelen. Min dan een jaar vroeger, was te Luik, door de Handelskamer eene arbeidsbeurs gesticht. Ook hier bewijst de statistiek hoe nuttig deze stichting was. Het getal werklieden, van 1890 tot 1892 ingeschreven, reikt van 2,097 tot 3,053, om in 1893 te dalen tot 4,349, terwijl de patroons hun aanbod verhoogden van 3,289 tot 3,840 (1); alhoewel zij in haar bestuurscomiteit werklieden telt, is zij, evenals de Beurs van Brussel, zonder organieke betrekkingen met de syndicaten van werklieden en patroons.

Doch geene enkele dezer beurzen verliest de noodzakelijke vermeerdering van plaatselijke tolken der arbeidsmarkt uit het oog; daarvan ligt het bewijs in den onder haar in 1892 gestichten bond. Trouwens wordt de doelmatigheid van iedere dezer instellingen sterker, naarmate al de andere krachtdadiger werken, en in België, evenals in Engeland, in Frankrijk en in Duitschland, in de ontwerpen van 1885 zoowel als in de inrichtingen van 1895, straalt eene aanhoudende poging door, tot eenmaking der arbeidsmarkt.

Al de bestanddeelen van het op te lossen vraagstuk, en laten wij zeggen al de bestanddeelen zijner oplossing, zijn te vinden in de hedendaagsche geschiedenis der nijverheidsnatiën en dezer ondervinding.

Wezenlyk wetenschappelijke inrichting der arbeidsmarkt vergt een krachtdadig optreden der openbare machten; aan de algemeene tusschenkomst der gemeenten dient noodzakelyk die van den Staat toegevoegd : hij is het, die het trage optreden van plaatselyken ondernemingsgeest dient aan te prikkelen, algemeenmaking der arbeidsbeurzen en -bureelen uit te lokken en te zorgen voor dezer zoo volmaakt mogelyke ordening, die hunne echt maatschappelyke doelmatigheid waarborgt.

Het optreden van den Staat mag de vernietiging der reeds bestaande inrichtingen niet medebrengen, doen moet strekken om ze te verbinden aan eene gezamenlyke onderneming, naar eenvormige stelsels. Daarin wordt

(1) Zie het Verslag over de werkzaamheden der Arbeidsbeurs, 1895-1894.

voorzien door artikelen 10 tot 14 van dit voorstel. De geldelijke lasten der inrichting worden billijk verdeeld tusschen den Staat, de provinciën, de gemeenten, rechtstreeks door ieder der arbeidskantoren bediend.

Tweeërlei inrichtingen werken thans in België om aan de arbeidsbeurzen eene spoedige uitbreiding te verzekeren, er den krachtigen stempel eener stelselmatige en naar eenheid strevende inrichting op te drukken, en — wat tot heden nog nergens gansch werd verwezenlijkt — om de onderneming in de hoogste mate bemiddelend en verzoenend te maken tusschen kapitaal en arbeid; dit zijn eenerzijds de nijverheids- en arbeidsraden, de landbouwcomices, en anderzijds de arbeidsdienst.

Het scheen ons toe dat de nijverheids- en arbeidsraden, door hunne samenstelling, waarin de krachten van arbeid en kapitaal in evenwicht zijn, door hunne tweevoudige zending om op de algemeene en gemeenschappelijke belangen van arbeid en kapitaal te waken en de geschillen te voorkomen, geroepen zijn om de arbeidsbeurzen in te richten en te besturen. Welk orgaan zou, in den huidige toestand der nijverheid, deze zending beter vervullen dan ditgene dat de bestanddeelen zelve van arbeidsvraag en aanbod in zich bevat en in overeenstemming moet brengen? De landbouwcomices, zooals ze door het reglement van 1884 zijn samengesteld, kunnen licht derwijze hervormd worden dat zij aan de ondernemingshoofden en aan de landbouwwerklieden en -dienstboden eene gelijke vertegenwoordiging toestaan, en natuurlijkerwijs zullen de comices de zetel der arbeidskantoren worden.

Gelijke vertegenwoordiging der belangen, de zuiver economische aard der instelling, ruime zelfstandigheid, huldiging van het beginsel van volstrekte onzijdigheid ingeval van werkstaking of *lock-out*, schijnen afdoende waarborgen. Syndicaten van werklieden en patroons ontwikkelen zich regelmatig op het ruimer gebied van arbeidsraad en comice, en niets zal hunne regelmatige en trapsgewijze tusschenkomst storen, onder de bescherming der wet op de beroepsvereenigingen.

De tusschenkomst van den dienst der posterijen zal nuttig doch ongeschikt wezen; deze zal de betrekkingen der belanghebbende personen met de arbeidskantoren vergemakkelijken en vooral bijdragen tot verspreiding der statistieke inlichtingen over den stand der arbeidsmarkt.

Terwijl deze plaatselijke organen rechtstreeks plaatsen en werven, zal eene centrale inrichting, die rechtstreeks van den Staat afhangt, hare verichtingen in gestadig verband houden en daaraan eene streng wetenschappelijke richting geven.

Op tweeërlei wijze kan de arbeidsdienst tusschenbeide komen: hij is noch kan een verhuurkantoor zijn; doch eenerzijds verzekert hij het toepassen van algemeene reglementen die de betrekkingen van al de organen, welke tot die plaatsing medewerken, ondereen en met de verschillende besturen regelen en hierdoor wordt hunne werking onafgebroken, algemeen en eenvormig; anderzijds zal hij de nijverheidsklassen naar strenge stelsels indeelen, zoomede de staten voor het geven of inwinnen van inlichtingen,

aangenomen door de plaatselijke kantoren; hij zal ze doen bijdragen tot het werk zelve der statistiek van den arbeid, op gestelde tijden, door de plaatselijke berichtgevers van den dienst der arbeidsstatistiek, al de inlichtingen inzamelen, ingewonnen volgens een eenvormig stelsel, en deze doen verspreiden door zijn tijdschrift, doch meer algemeen dan de *Gazette of labour* en het *Bulletin de l'Office du travail*, te Parijs.

Twee afdeelingen van den Belgischen arbeidsdienst zullen hier eigenlijk handelen : de afdeeling voor statistiek en eene eigene bestuursafdeeling, welke algemeen toezicht uitoefent op de instellingen die de arbeidsmarkt regelen.

Zoo behoort ons land, steunende op de ondervinding van andere volken, doch zich vooral van zijn eigene instellingen bedienende, het eerste, in eenen onvergelykelyk wetenschappelyken en zedelyken zin, een heilzaam en vruchtbaar werk te verwezenlyken, waarvan de noodzakelykheid overal blijkt : de inrichting van de markt en den omloop des arbeids !

§ 2. — *Tegenwoordige strekking tot nationale inrichting der arbeidsmarkt.*
« *Clearing-house* » van den arbeid.

Ons eerste wetsontwerp verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamers; hier dient herinnerd welke bedenkingen er tegen werden ingebracht door het verslag van den heer Snoy, uit naam der Middenafdeeling. « Het nut van instellingen die toenadering tusschen aanbod en vraag, tusschen patroon en werkmán bedoelen, wordt noch kan door iemand worden betwist. Doch moet men ze in eens volledig tot stand brengen, ze naar een eenvormig voorbeeld scheppen? Is de vaak kwellende, immer kostelyke voogdij van het bestuur onmisbaar voor hare ontwikkeling? Deze vragen werden door de Middenafdeeling ontkennend opgelost. »

In het nieuw ontwerp zal men zien dat wij ons beijverden, niet de instellingen onder een onveranderlyk peil te brengen, maar al de werken van bijzonderen ondernemingsgeest in het licht te stellen en Staats bemoeijng zoo weinig mogelijk kwellend te maken; doch mag, nu de ondervinding heeft gesproken, deze tusschenkomst zoo beperkt zijn als door den heer verslaggever wordt beweerd?

« De rol der openbare machten, zegt hij, al dient ze niet overwegend te wezen, mag noch miskend noch afgewezen worden. Door hare middelen tot verspreiding en doordringing, als daar zijn : de dienst der posterijen, het aanplakken, de bestuursinvloed, vooral door hare toelagen, die, onder zekere te bepalen voorwaarden, aan werken van onbetwistbaar maatschappelyk nut niet karig toebedeeld mogen worden, mogen en moeten deze tusschenbeide komen. » Ten einde te bewijzen dat er verder dient gegaan, beroepen wij ons alleen op de getuigenis der jongste feiten.

De beroepsvereenigingen, die de volmaaktste werktuigen zijn tot regeling van den arbeidsonloop en waarop de achtbare verslaggever steunde, hebben nergens, zelfs niet in Engeland, eene voldoende ontwikkeling bereikt om deze

hooge zending te vervullen; en voor België is dat nog meer waar dan voor Engeland.

Het valt niet te ontkennen dat, deze laatste jaren, de strekking tot algemeenmaking en ordening der arbeidskantoren zich onder verschillende vorm voordeed, en dat Staats tusschenkomst toenemenderhand werd ingeroepen, zelfs daar waar wetten en zeden het meest tegen zulke tusschenkomst zijn.

In Engeland neemt de concentratie tweeërlei vorm aan : de machtige inrichting der *Trades Unions* veroorlooft een groot getal harer, door middel van hare vertakkingen, de arbeidsmarkt over heel het grondgebied te regelen. Tegenwoordig zenden de Vereenigingen iedere maand het *Board of trade* juiste statistische opgaven aangaande het getal der werklooze (*unemployed*) arbeiders en de verhouding er van tot dat der gansche aan 't werk zijnde bevolking. Deze vereenigde oorkonden worden in de *Gazette of Labour* afgekondigd en beknopt samengevat, en in elk maandnummer van dit tijdschrift vindt men op de eerste bladzijde — en dit is eene wezenlijk bewonderenswaardig synthesis — de vergelijkende *kronkellijnen* van het evenredig getal der werkloozen in de gezamenlijke *Trades Unions* van het Vereenigd Koninkrijk voor de drie laatste jaren en van maand tot maand.

Nochtans behooren slechts 25 t. h. van het geheel getal der arbeiders tot de ingerichte Vereenigingen en dient naar eene aanvullende inrichting uitgezien. Welnu, hierboven zagen wij dat een der ambtenaren van het *Department of labour*, de heer Schloss, eenen grooten bond der plaatselijke besturen voorstelt. Deze gaan verder. De *Gazette of labour* (1) schreef onlangs dat eene vergadering van afgevaardigden van plaatselijke besturen te Islington werd gehouden, om het vraagstuk der Arbeidskantoren, hunnen rechtstoestand en de middelen tot uitbreiding hunner werking te onderzoeken : zeventien plaatselijke overheden waren er vertegenwoordigd : na lange beraadslaging, werd besloten al de plaatselijke besturen uit te noodigen om Arbeidskantoren te stichten en het *Board of trade* de inrichting eener *Centrale Arbeidsbeurs* te vragen.

De ontwikkeling geschiedt in de verschillende landen volgens hunne huishoudkundige inrichting.

Zooals hierboven werd aangetoond en zooals men dit nog beter zal zien in eene belangrijke studie van den heer Banneux, lokt, in verschillende Duitsche staten, de Regeering de ontwikkeling uit van de gemeentelijke verhuurkantoren; dit gebeurde in Pruisen, in Beieren, in Wurtemberg (2). Zij doet meer. In 1900 werd te Munchen, *bij ministeriëel besluit*, een soort van bond gesticht onder de gemeentelijke verhuurkantoren in Beieren, de steden Bamberg, Deggendorf, Dinkelsbühl, Erlangen, Furth, Hol, Kaiserslautern, Kitzingen, Kronach, Kulmbach, Landau, Landshut, Ludwigs-haven, Munchen, Pappenheim, Passau, Regensburg, Schweinfurt, Straubing, Wasserburg, Würzburg. Alleen de gemeentelijke verhuurkantoren en

(1) *Gazette of Labour*, April 1899.

(2) Zie BANNEUX, *Les Bourses du Travail*, blz. 11, 1900.

de gemeenten die zulke kantoren van openbaar nut met toelagen steunen, worden in dien Bond opgenomen (1).

Sedert enkele jaren bestaat in heel het keizerrijk eene strekking om al de pogingen te vereenigen: in Duitschland, waar de heroepsvereenigingen minder dan in Engeland zijn uitgebreid, streven de plaatselijke inrichtingen der arbeidsmarkt naar deze ordening. In 1897 vatte Doctor Jastrow, van Berlijn, de inlichtingen der arbeidsbureelen van 58 steden van het Rijk in een maandelijksch tijdschrift samen (2).

In eene zaakrijke studie over de *aangiften van arbeid*, in Duitschland, wees de heer H. Hauser op de tweevoudige uitbreiding van den bond der kantoren in de groote steden; eenerzijds worden zij *centrale statien*, ten aanzien der kleine gemeenten; zoo zendt het kantoor van Munchen, tegen den prijs van het aanplakken in 't openbaar, de lijst der openstaande plaatsen rond aan vijf en dertig weinig aanzienlijke gemeenten, alsmede aan de bureelen der groote aangesloten steden; anderzijds staat, boven de gewestelijke bonden, de algemeene bond van het Rijk: *Verband deutscher Arbeitsnachweise*, onder 't bestuur van eene Commissie van elf leden, die de kantoren der groote steden Dusseldorf, Dresden, Frankfort, Berlijn, Karlsruhe, Straatsburg, Munster, Breslau, Munchen, Hamburg, Stuttgart, vertegenwoordigen. Zoodoende hoopt men eene statistiek van den arbeid te kunnen opmaken (3). Het overwicht der groote steden veroorzaakte eene terugwerking vanwege de plattelandsgemeenten, die uitbreiding der inrichting voor gevolg heeft gehad. De landbouwkamers vragen de stichting van de landelijke arbeidskantoren in gansch Duitschland, met eene centrale statie per provincie.

In Wurtemberg genieten arbeiders, die werk vragen en zich tot de gemeentekantoren wenden, zelfs halfprijs voor het verkeer op de spoorweglijnen (4).

In Zwitserland werd pas een onderzoek ingesteld naar werkstilstand en de middelen om hem te voorkomen en zijne gevolgen te weren. De uitslag van de gedane opzoekingen komt voor in een werk betiteld: *Arbeitslosen-Unterstützung und Arbeitsnachweis: Middelen om arbeidsloozen te ondersteunen en Arbeidsbeurzen*. Verslag van het *Arbeidssecretariaat aan het Departement van Nijverheid*, 1901. In het besluit wordt gewezen op de ontoereikendheid der plaatselijke Arbeidsbeurzen, en zelfs op dezer ondoelmatigheid ingeval eene harer aanvraag om arbeid en eene andere aanbod van arbeid te veel heeft. *Er bestaat geen ander hulpmiddel dan de openbare Arbeidskantoren in te richten in al de deelen des lands en ze met elkander organisch te verbinden*. Vervolgens wordt door het Secretariaat van den arbeid een ontwerp ontwikkeld tot het stichten van Arbeidskantoren in de 18 Zwitsersche steden van meer dan 10,000 zielen, met bijvoeging van de minder bevolkte kantonshoofdplaatsen en eenige andere steden; derwijze zou men dertig kantoren hebben, die elk het middelpunt eener

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, 1900, blz. 598.

(2) *Der Arbeitsmarkt*, Monatschrift der Centralstelle für Arbeitsmarkt-Bericht, 1897.

(3) H. HAUSER, *Les Indicateurs du travail* (politiek overzicht), Juli 1899.

(4) *Bericht vom Schweizerischen Arbeitssecretariat*, 1901, blz. 277.

omschrijving zouden zijn; deze kantoren zouden door de gemeenten ingericht en door de kantons geldelijk ondersteund worden; zij zouden in eenen bond worden vereenigd; een der kantoren zou hoofdkantoor worden; het zou al de wekelijksche verslagen ontvangen en daarvan een weekblad uitgeven. Dit ware het middel om bestendig het aanbod en de aanvraag in heel het land in betrekking te stellen; zelfs worden aan de grensstatieën bijzondere kantoren voorzien, ten einde vreemdelingen bij hunne aankomst in te lichten. Het arbeidssecretariaat raamt de kosten van dergelijke nationale inrichting; thans kost het kantoor te Zurich 9,100 frank 's jaars en krijgt van den Staat eene toelage van 3,000 frank; doch voor de voorgestelde kantoren ware 60,000 frank toelagen toereikend, en de lasten van het hoofdbureau zouden ongeveer 40,000 frank bereiken, dus te zamen 100,000 frank voor den dienst in gansch het land (1).

In het groothertogdom Luxemburg werd de arbeidsbeurs voor heel het grondgebied door de Regeering ingericht. Haar werk wordt uitsluitend verricht door het bestuur der posterijen. Het ontvangt en verzendt, maakt door plakbrieven bekend, het aanbod van en de vraag om arbeid, door patroons en werklieden tot den postdienst gericht. Daar ons wetsvoorstel sommige gewichtige bestanddeelen aan de Luxemburgsche instelling ontleent, kwam het ons nuttig voor, den tekst van het besluit van 19 November 1892 tot inrichting der arbeidsbeurs volledig weer te geven. Wat er ook van zij, van 1892 tot 1893 steeg het getal der door bemiddeling der Beurs geplaatste werklieden van 25 tot 2,828.

In eene voortreffelijke studie van den heer David Ross, secretaris van het Bureau der statistiek van den arbeid in Illinois, lezen wij dat in Nieuw-Zeeland arbeidskantoren werden gesticht door de Regeering zelve. In 1892, toen eene hevige crisis in deze kolonie woedde, richtte men ongeveer tweehonderd agentschappen in om de in steden saamgehoopte arbeiders zonder werk naar het landelijk gedeelte terug te drijven. Nog elf zulke kantoren bestonden in 1898, doch hunne verrichtingen werden immersaan gewichtiger (2).

In Frankrijk vinden wij de merkwaardigste poging tot centralisatie der arbeidsmarkt, door de werklieden zelve verwezenlijkt.

Daar bestonden in 1900 57 arbeidsbeurzen. De meeste dezer zijn onderling verbonden. Op 30 Juni 1900, waren er in Frankrijk 48 verbonden Beurzen met 870 syndicaten van werklieden en een ledental van 250,000 arbeiders, ongeveer twee derden van het getal der in dat land in syndicaat vereenigde werklieden (3).

Het voornaamste doel van de laatste congressen van den Bond was de inrichting zelve van de arbeidsmarkt in Frankrijk. De hoofdgedachte is,

(1) *Bericht vom Schweizerischen Arbeitssecretariat*, bl. 276, en vlg.

(2) *Tenth biennial Report of the Bureau of labour statistics. Employment agency*, blz. 88 en volgende, 1898.

(3) *Rapports et délibérations du Congrès national des Bourses du Travail de France*, 1900, blz. 151 en 161.

eenmaal in de week, het getal der *openstaande plaatsen* in ieder der bij elke beurs vertegenwoordigde ambachten op te geven; deze cijfers zouden vervolgens door het Hoofdcomitee van den Bond worden overgedragen op eene gezamenlijke tabel, waarvan iedere Beurs, binnen vier en twintig uren, een exemplaar zou ontvangen, bestemd om aangeplakt te worden. Het Congres onderscheidde duidelijk de taak van den centralen arbeidsdienst, dien het wilde inrichten, van die van den statistischen dienst, in het Ministerie van Handel: deze laatste heeft een wetenschappelijk, de andere een practisch karakter; de *plaatsing* geschiedt regelmatig. Doch de syndicaten van werklieden beschikken slechts over beperkte geldmiddelen en om deze practische inrichting te verwezenlijken, zag het comitee, ondanks zijne groote bezorgdheid om onafhankelijk te blijven, zich gedwongen zijne toevlucht te nement tot Staatstoelagen (1).

Het werk der Fransche syndicaten hangt in zijne ontwikkeling klaarblijkelijk af van de uitbreiding zelve der beroepsvereenigingen en van dezer plaatselijk verbond in Arbeidsbeurzen, en algemeen verbond in eenen Dienst voor statistiek en plaatsing. Zoo men integendeel eene meer algemeene en spoedige centralisatie van de arbeidsmarkt najaagt, dan moet men zijne toevlucht nemen tot andere inrichtingen en de openbare machten verzoeken nog op andere wijze tusschenbeide te komen. Desgelijks kan dan ook de inrichting niet meer onder het toezicht der werklieden blijven.

Het voorbeeld van België bewijst op welke hinderpalen de natuurlijke ontwikkeling dezer inrichtingen kan stuiten. De inrichting van eenen Bond der Arbeidsbeurzen wordt door den heer de Quéker nagestreefd met volkomen begrip der dringende noodzakelijkheid om over heel het land de arbeidsmarkt in te richten. Tot heden kon zulke Bond slechts weinige bestanddeelen vereenigen en mocht hij enkel op ontoereikende hulpmiddelen rekenen.

Uit de economische ontwikkeling blijkt ook dat het optreden der openbare machten noodig is om de inrichtingen over de arbeidsmarkt algemeen en de werking der organen, die haar eigen zijn, één te maken. In ieder land draagt zij eenen bijzonderen stempel, doch ook dient zij in ieder land veelzijdige bestanddeelen te vereenigen, als daar zijn Syndicaten, Beurzen, Arbeidskantoren, Dienst der posterijen. Staatsbemoeying kan samengaan met eene ruime onafhankelijkheid der plaatselijke instellingen en der beroepsinstellingen, en terzelfder tijd de belangen van den arbeid en die der wetenschap bevorderen. De dienst van den arbeidsomloop moet zooveel mogelijk ingericht worden als eene ondergeschikte betrekking van den arbeid zelve, onder toezicht en bescherming van den Staat, zonder met eenen bestuursdienst vermengd te worden. Dat was onze hoofdzorg bij dit ontwerp. Vergt het eene machtige tusschenkomst van de wet, tot vermenigvuldiging en

(1) *Ibid.*, blz. 166. De statuten van den nationalen werkmansdienst voor statistiek en plaatsing verschenen onlangs in: *Histoire des Bourses du Travail*, par F. PELLOUTIER, blz. 200, 1902

ordening der plaatselijke instellingen, het is derwijze opgevat om eenen wezenlijken bond van plaatselijke en syndicale inrichtingen voor te bereiden, van bijzonderen ondernemingsgeest uitgaande. Daarenboven vat het voorstel al de waarnemingen der ondervinding van andere volken samen en vergelijkt ze met elkander; het ordent al de bestanddeelen van inlichting, al de inrichtingen die tot dit groote doel kunnen bijdragen en regelt bestendig en over gansch het land het aanbod van naar de vraag om arbeid. Van het postkantoor geraakt men door den bond der provinciale kantoren en der beurzen tot een wezenlijk *clearing house* van den arbeid, dit wil zeggen, tot eene regelmatige verevening, op zeer korten tijd, van aanbod en aanvraag in al de streken des lands, tusschen steden en dorpen, tusschen landbouw en nijverheid. Ook straalt overal de zorg door om waarborgen van onpartijdigheid en onzijdigheid te geven en gansch het stelsel te verbinden aan de beroepsvereenigingen, regelmatige bestanddeelen van de inrichting der arbeidsmarkt, welker algeheele ontwikkeling voor dezen gewichtigen dienst zou volstaan.

§ 3. — *Statistiek der verzekering.*

Dergelijke instelling zal voor gevolg hebben eene bestendige statistiek van de verdeeling der arbeidskrachten en van de veranderingen der arbeidsvoorwaarden in de verschillende betrekkingen en in alle streken des lands tot stand te brengen. Reeds nu licht het *Arbeidsblad* duidelijk in over den algemeenen toestand der arbeidsmarkt; de voorgestelde dienst zou daaraan eene juiste en algemeene statistiek toevoegen en daarenboven een onmiddellijk practisch doel bereiken. De statistiek van den werkstilstand, in elk opzicht van zoo beslissend belang, zou algemeen en tevens bestendig worden. Tot nog toe kon zij enkel plaatselijk zijn of, wanneer zij algemeen was, van korten duur.

Men kan zich voorstellen hoe belangrijk de statistiek van den arbeidsstilstand zou wezen, zoo zij, van jaar tot jaar, zoo nauwkeurig kon worden als zij in 1893 in den Staat Massachusetts (1), in 1895 in het Duitsche keizerrijk (2), en in de tien laatste jaren te Zurich, te Sint-Gallen, te Basel was (3).

Zij zal eene tweevoudige maatschappelijke werking hebben: 1^o tragsgewijze het geduchte verschijnsel voorkomen, — wanneer men er de ingewikkelde oorzaken van kon ontwarren en zijnen terugkeer voorzien, — van veranderlijkheid in de nijverheid, volgens de seizoenen, vervorming der machines, steeds terugkomende crisis, ongestadigheid in de vereischen van den internationalen ruilhandel en in den toestand der wereldmarkt, de ongestadigheid der mode. Op die bestanddeelen zal de herstellende werking der maatschappij zich meer en meer stelselmatig kunnen doen gelden; 2^o steeds

(1) *Unemployment. Twenty fourth annual Report of the Bureau of statistics of Labour.* Boston. 1894.

(2) *Bericht vom Schweizerischen Arbeitssekretariat*, 1902, bladz. 57 en verder.

(3) *Ibid.*, bladz. 50 en verder.

meer algemeen en zeker de gevolgen wegnemen van arbeidsstilstand die onmogelijk kon worden vermeden. Met reden heette Rostand arbeidsstilstand door onvrijwillige oorzaken een *arbeidsrisico*, en het is redelijk dat men tracht het door middel van verzekering te dekken.

Men moet bekennen dat verzekering tegen arbeidsstilstand in ruime mate hare verbeteringen van hare eigene organieke ontwikkeling heeft te verwachten. Over 't algemeen en noodwendig plaatselijk bij den aanvang, moet zij gevestigd worden op onvolledige technische grondslagen, vooraleer haren meest bestendigen vorm te krijgen. Zoo men daartoe ineens wilde geraken, zou men volstrekt moeten afzien van hare onwaardeerbare weldaden. Ongetwijfeld mislukken proefnemingen welke, als die van Sint-Gallen (1), al te onvoldoende werden voorbereid, doch ontoereikende statistieke materialen beletten niet dat men, door veel doorzicht en voorzichtigheid, merkwaardige uitslagen bereikt, als te Bazel-Stad; men kan trapsgewijze te werk gaan, tot men — zooals de geleerde professor Adler wijselijk zegde — nauwkeurig het betreffende getal der werkloozen kent, nadat de verzekeringskas gedurende een aantal jaren in werking was (2). De vernuftige en wetenschappelijke inrichting te Gent gaat zeer goed samen met zeer verschillende graden van nauwkeurigheid in 't bepalen van het risico. De te Brussel voorbereide ontwerpen weerleggen de opwerpen gesteund op ontoereikende statistieken, door de proefnemingen tot eenen nog al korten tijd te beperken, en de grenzen der geldelijke tusschenkomst te bepalen (3). Nochtans zal de inrichting der arbeidsmarkt immermeer bijdragen om de wetenschappelijke wetten der verzekering tegen arbeidsstilstand te versterken, haren voortgang te bespoedigen en hare inrichtingen algemeen te maken. Dat is hare verheven strekking

Maakt de inrichting der arbeidsmarkt de algemeene verzekering mogelijk, zoo wordt door de bepaalde inrichting der statistiek, eenmaal de verzekering verwezenlijkt, de arbeidsmarkt daartoe ook onmisbaar. De noodzakelijke vermindering der lasten van de verzekering legt trouwens onophoudelijk den plicht op om den werkloozen arbeider tot het werkdadig leven der voortbrenging terug te roepen. Daarom houdt de verzekering op, wanneer de verzekerde zonder reden eene bediening weigert (reglement van Sint-Gallen) (4); daarom ook wordt door het organiek reglement van 8 Maart 1895, te Bern het gemeentelijk arbeidskantoor versmolten met de verzekeringskas tegen arbeidsstilstand en aan eene commissie onderworpen (5). In de uitlegging van het ontwerp tot verzekering, opgesteld te Brussel in 1893, leest men : « Eene onmisbare werkkraacht voor iedere kas van verzekering

(1) CORNIL, *L'assurance municipale contre le chômage*, blz. 92 (1898).

(2) Wedstrijd voor de inrichting eener kas voor arbeidsstilstand te Brussel, 1893, blz. 54.
— CORNIL, *L'assurance municipale contre le chômage*, blz. 115-116.

(3) Wedstrijd voor den praktischen staat der kas voor arbeidsstilstand, 1^{ste} deel, blz. 40 en verder.

(4) Zie G. CORNIL *L'assurance municipale contre le chômage involontaire*, 1898, blz. 77.

(5) *Ibid.*; blz. 45.

tegen arbeidsstilstand is een goed verhuurkantoor of arbeidsbeurs (1). Ook handelt een van de hoofdstukken der statuten over den plaatsingsdienst en bevat het strenge voorschriften (2). In zijne uitmuntende studie zegt ook de heer Cornil dat de verzekeringskas onafscheidbaar is van een arbeidskantoor (3). In hare inrichting en werking is verzekering tegen arbeidsstilstand onafscheidbaar van de inrichting der arbeidsmarkt.

In ons voorstel komt nog geen plan voor tot inrichting der verzekering zelve; de nauwkeurigste wetenschappelijke grondslagen worden er in voorbereid en de lasten verminderd door de Arbeidsmarkt, ten gevolge van eene ruime en tot nog toe ongekennde inrichting, over zooveel werklooze arbeiders uit te strekken als 't mogelijk is.

't Is om naar dit doel de pogingen samen te trekken, dat wij in dit voorstel vooralsnu niet gewagen van het recht voor de gemeenten en de bonden van gemeenten, de verzekering tegen onvrijwilligen arbeidsstilstand verplichtend te maken in zulke mate, wat nochtans onze bedoeling is. Ieder vruchtbaar initiatief willen wij steunen. De Gentsche instelling strekt om de syndicaten tot de regelmatige werktuigen der verzekering te maken, door ze met toelagen te ondersteunen, en maakt voor 't overige de gemeentelijke toelage ondergeschikt aan persoonlijken spaarzin. Dat is misschien de voorbereidende inrichting die algemeen moet worden gemaakt (4).

Ook schreven wij in ons voorstel het beginsel eener geldelijke tusschenkomst van den Staat door toelagen aan vrijwillige verzekeringsinrichtingen, zooals zij te Gent op bewonderenswaardige wijze werden beproefd en te Brussel voorbereid worden. Deze bijdrage zou natuurlijk worden beperkt tot het beloop van die der gemeente; ondersteld dat zij onder deze voorwaarden algemeen gemaakt is, met een bedrag van 20 centiemen per inwoner, — eene hoeveelheid voorgesteld in zekere Belgische ontwerpen, doch nog in geene enkele gemeente bereikt, — zou deze tusschenkomst voor heel het land 1,400,000 frank belooopen, en het wetsvoorstel tot belasting op het inkomen strekt tot verzekering dezer deelneming. Deze tusschenkomst wordt eenerzijds gerechtvaardigd door de algemeene oorzaken van onvrijwilligen arbeidsstilstand, geldende voor al de inwoners van een land in eene gemeenschappelijke solidariteit, te midden de internationale inrichting, en anderzijds door het machtig belang om vormen van maatschappelijke voorzorg te ontwikkelen, die hooger staan dan al de inrichtingen van openbare of private weldadigheid en zelve de inrichting zijn der verhoedende solidariteit.

H. DENIS.

(1) Voordracht van den burgemeester : *L'Assurance mutuelle contre le chômage involontaire*, 1895, blz. 24.

(2) Ibid.; blz. 65.

(3) *L'assurance municipale contre le chômage*, blz. 119 en 128.

(4) Zie VARLEZ. — Bijzondere Commissie voor de studie van het vraagstuk van werkloosheid. Ontwerp van reglement, 1900. — Zie ook het verslag der Commissie en het eindreglement, Gent, 1901.

PROPOSITION DE LOI.

§ 1^{er}. — Institution du service.

ARTICLE PREMIER.

Il sera pourvu à l'organisation générale du marché du travail en Belgique; à la centralisation de toutes les données propres à éclairer les rapports de l'offre et de la demande de travail dans l'industrie, le transport, le commerce, l'agriculture, les variations de la population ouvrière dans les divers emplois du travail, l'importance, les causes, la périodicité du chômage, les conditions techniques et économiques de l'assurance contre le chômage involontaire :

1° En établissant des rapports permanents réguliers et méthodiques, entre

a) les Bourses du travail qui sont ou seront fondées ou subsidiées par les communes, par les Conseils de l'industrie et du travail, par les comices agricoles, ou dues à l'initiative des unions professionnelles, des institutions de bienfaisance et qui s'affilieront librement à l'organisation générale;

b) les bureaux du travail qui seront institués en vertu de la loi avec le concours des Conseils de l'industrie et du travail, des commissions d'agriculture et des comices agricoles;

2° En assurant le concours du service des postes à cette organisation du Marché du travail;

3° En reliant toutes ces institutions à

WETSVOORSTEL.

§ 1. — Instelling van den dienst.

EERSTE ARTIKEL.

Er zal worden overgegaan tot de algemeene inrichting van de Arbeidsmarkt in België; tot de vereeniging van al de gegevens die van aard zijn om de verbouwing van aanbod en van vraag om arbeid in nijverheid, vervoer, handel, landbouw, alsmede de veranderingen die zich bij de werkersbevolking voordoen in de verschillende arbeidsverrichtingen, de belangrijkheid, de oorzaken, de geregelde wederkeering van den arbeidsstilstand, de technische en economische vereischten van de verzekering tegen onvrijwilligen arbeidsstilstand te doen kennen :

1° Door het tot stand brengen van bestendige, regelmatige en methodische betrekkingen, tusschen

a) de Arbeidsbureaux, reeds gesticht of te stichten of geldelijk ondersteund door de gemeenten, de Raden van nijverheid en arbeid, de landbouwcomices, of uitgaande van de beroepsvereenigingen, van de inrichtingen van weldadigheid en die zich vrijelijk zullen aansluiten bij de algemeene inrichting;

b) de arbeidsbureelen die uit kracht der wet zullen worden gesticht met medewerking der Raden van nijverheid en arbeid, der landbouwcommissiën en der landbouwcomices;

2° Door de medewerking te verkrijgen van den dienst der posten voor deze inrichting van de Arbeidsmarkt;

3° Door al die instellingen te verbinden

office du travail dépendant du Ministère de l'industrie et du travail.

§ 2. — Bureaux de poste.

ART. 2.

Les bureaux de poste recevront directement et par l'intermédiaire des agents postaux les offres et demandes d'emplois pour leur ressort, par simple carte postale; ils les afficheront dans les conditions à prescrire par les règlements afin de permettre aux chefs d'industrie et aux travailleurs de s'entendre directement; ils les communiqueront aux Bourses du travail et syndicats de leur ressort.

Ils transmettront aux bureaux du travail du chef-lieu de la province, les offres et demandes d'emplois qui s'étendent au-delà de leur ressort. Ils fournissent de plus à ces bureaux des données exactes sur les opérations accomplies par leur intermédiaire.

§ 3. — Bureaux provinciaux du travail.

ART. 3.

Il est établi un bureau du travail au chef-lieu de chaque province.

Le secrétaire du bureau est nommé par le gouverneur de la province, sur des listes communes de présentation des patrons et des ouvriers des Conseils de l'industrie et du travail de la province.

ART. 4.

Tout bureau du travail sera soumis au contrôle et à la surveillance d'une commission formée en nombre égal d'entrepreneurs et d'ouvriers, désignés par les

met, den Arbeidsdienst afhangende van het Ministerie van nijverheid en arbeid.

§ 2. — Postkantoren.

ART. 2.

De postkantoren zullen rechtstreeks en doortusschenkomst van de postbeambten de aanbiedingen van en de aanvragen om werk, voor hun gebied, per eenvoudige postkaart ontvangen; zij zullen ze aanplakken op de wijze door de verordeningen voor te schrijven, ten einde aan de nijverheidshoofden en aan de arbeiders toe te laten zich rechtstreeks onderling te verstaan; zij zullen ze mededeelen aan de Arbeidsbeurzen en syndicaten van hun gebied.

Zij zullen aan de arbeidsbureelen van de hoofdplaats der provincie de aanbiedingen van en aanvragen om bezigheid overmaken, die buiten hun gebied gaan. Aan die bureelen verstrekken zij bovendien nauwkeurige gegevens nopens de door hunne tusschenkomst gedane verrichtingen.

§ 3. — Provinciale Arbeidsbureelen.

ART. 3.

Ter hoofdplaats van elke provincie wordt een Arbeidsbureel ingericht.

De secretaris van het bureel wordt door den Gouverneur der provincie benoemd uit eene voordracht met gemeenschappelijk overleg opgemaakt door de patroons en werklieden van de nijverheids- en arbeidsraden der provincie.

ART. 4.

Elk Arbeidsbureel zal onder het toezicht en onder de bewaking staan van eene commissie samengesteld uit een gelijk getal werkgevers en werkne-

groupes correspondants des Conseils de l'industrie et du travail et par la Commission provinciale d'agriculture. Les commissaires veilleront à l'application des règlements, étudieront toutes les réformes que ce service et les institutions qui s'y rattachent pourront comporter et feront annuellement rapport aux communes, à la province et à l'Office du travail.

ART. 5.

Les bureaux du travail ont pour mission générale :

1° De mettre en rapport permanent l'offre et la demande de travail et de faciliter le placement et l'embauchage des ouvriers, employés de l'un et de l'autre sexe, aux moindres frais possibles;

2° D'organiser pour chaque profession et, en général, pour la population industrielle, commerciale, agricole, un système d'informations exactes sur l'état du marché du travail en Belgique, dans les différentes régions et dans l'ensemble du pays;

3° De livrer périodiquement à la publicité, soit directement soit par l'intervention de l'Office du travail, les données recueillies sur l'état de l'offre et de la demande;

4° De favoriser la circulation du travail dans les différentes parties du pays, de faciliter l'apprentissage des jeunes ouvriers;

5° De concourir à la statistique du travail et du chômage par des rapports réguliers avec l'Office du travail et sous la direction scientifique de celui-ci;

6° De se mettre, aux fins ci-dessus, en rapport avec les unions professionnelles, avec les Bourses du travail de leur circonscription et avec les autres bureaux provinciaux du travail, avec les institutions d'assistance par le travail; avec les

mers, door de corresponderende groepen van den Raad van nijverheid en arbeid en door de Provinciale landbouwcommissie aangewezen. De commissarissen zorgen voor de toepassing van de verordeningen, bestudeeren elke hervorming, gevraagd door dezen dienst en de er mede in verband staande instellingen; zij doen jaarlijks verslag aan de gemeenten, aan de provincie en aan den Arbeidsdienst.

ART. 5.

De Arbeidsbureelen hebben tot algemeene zending :

1° De aanbiedingen van en aanvragen om arbeid in bestendige betrekking met elkaar te stellen en het plaatsen en werven van werklieden, bedienden van beide kunne te vergemakkelijken, tegen de minst mogelijke kosten;

2° Voor elk beroep en, in 't algemeen, voor de nijverheids-, handels- en landbouwbevolking een stelsel van nauwkeurige inlichtingen naar den toestand der arbeidsmarkt in België, voor de verschillende gewesten en het geheele land, in te richten;

3° Op vaste tijden, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenkomst van den Arbeidsdienst, de gegevens nopens den toestand van aanbod en vraag bekend te maken;

4° Den omgang van den arbeid in de verschillende gedeelten des lands te begunstigen, het opleiden van de jonge werklieden te vergemakkelijken;

5° Door regelmatige betrekkingen met den Arbeidsdienst en onder dezes wetenschappelijke leiding de statistiek van den arbeid en den arbeidsstilstand te helpen opmaken;

6° Zich daartoe in betrekking te stellen met de beroepsverenigingen, met de arbeidsbeurzen van hun gebied en de andere provinciale Arbeidsbureelen, met de instellingen van bijstand door arbeid; met de instellingen van verzekering tegen ar-

institutions d'assurance contre le chômage; de faciliter l'organisation de ces caisses d'assurance.

ART. 6.

En cas de grève, ou de fermeture d'atelier par le chef d'industrie (*lock out*), les bureaux du travail gardent une neutralité absolue.

ART. 7.

Les bureaux du travail ont pour fonction spéciale de rassembler les offres et les demandes de travail qui leur parviennent directement ou que les bureaux de poste ou les Bourses du travail leur adressent, d'en dresser la liste d'après les modèles à arrêter par les règlements généraux et de les transmettre soit aux bureaux de poste et aux Bourses du travail de leur circonscription, soit aux bureaux du travail des autres provinces, pour qu'il leur soit donné par l'intermédiaire du service des postes la publicité nécessaire. Ils transmettront aux particuliers qui s'adresseront à eux les renseignements utiles en se conformant au règlement d'ordre intérieur et sans autres frais que les frais de poste.

Chaque semaine le secrétariat du bureau du travail transmet à l'Office du travail le relevé des opérations accomplies par son intermédiaire et par les bureaux de poste compris dans sa circonscription, l'état des offres et des demandes de travail qui se sont produites, les transactions opérées, les indications statistiques sur les offres et les demandes de travail qui subsistent suivant les industries et les localités, les données générales sur le nombre des ouvriers sans travail et leur rapport avec la population occupée.

4. — Bourses du travail.

ART. 8.

Les Bourses du travail conserveront

beidsstilstand; het tot stand komen van deze verzekeringskassen gemakkelijker te maken.

ART. 6.

In geval van werkstaking of van sluiting van werkplaats door het nijverheidshoofd (*Lock out*), blijven de Arbeidsbureelen volkomen onzijdig.

ART. 7.

De Arbeidsbureelen hebben tot bijzondere taak de aanbiedingen van en de aanvragen om werk te vereenigen die hun rechtstreeks toekomen of hun door de postkantoren of de Arbeidsbeurzen worden gezonden, daarvan eene lijst op te maken naar het door de algemeene verordeningen vast te stellen model en ze te doen geworden hetzij aan de postkantoren en aan de Arbeidsbeurzen van hun gebied, hetzij aan de Arbeidsbureelen der overige provinciën opdat daaraan, door tusschenkomst van den postdienst, de noodige openbaarheid worde gegeven. Aan de bijzondere personen, die zich tot hen wenden, doen zij de nuttige inlichtingen geworden, zich daarbij houdende aan het reglement van orde en zonder andere onkosten dan die van de post.

Elke week stuurt het secretariaat van het Arbeidsbureel aan den Arbeidsdienst de opgave van de verrichtingen gedaan door zijne tusschenkomst en door de in zijn gebied begrepen postkantoren, den staat der ingekomen aanbiedingen van en aanvragen om arbeid, de getroffen vergelijken, de statistische aanwijzingen over de aanbiedingen van en aanvragen om arbeid volgens de nijverheidstakken en de plaatsen, de algemeene gegevens betreffende het getal werklooze arbeiders en hunne verhouding tot de werkhebbende bevolking.

§ 4. — Arbeidsbeurzen.

ART. 8.

De bestaande Arbeidsbeurzen zullen,

leur autonomie en s'affiliant au service général, elles ne sont tenues que de leur participation régulière à ce service, en se soumettant à ses conditions réglementaires.

Une Bourse du travail pourra remplir les fonctions de Bureau provincial du travail dans les conditions fixées par l'article 4.

Elles sont en rapport constant avec tous les autres organes du marché du travail.

Elles adressent chaque mois à l'Office du travail les mêmes renseignements que les Bourses du travail.

§ 5. — Office du travail et Comité central.

ART. 9.

Des arrêtés royaux établiront les règlements propres à assurer le fonctionnement normal et l'action coordonnée des diverses institutions; ils classeront les industries, fixeront les types de bulletins de renseignements les plus propres à assurer le service normal de la statistique et du Marché du travail.

L'Office du travail veillera à l'exécution de ces règlements. Il centralisera les données statistiques, procédera aux travaux techniques jugés nécessaires, et publiera périodiquement les résultats généraux recueillis. Il sera assisté par un Comité central émanant des Bourses du travail et des bureaux provinciaux, et qui donnera son avis sur les questions se rattachant à l'organisation générale et aux progrès du service; un arrêté royal réglera les conditions de son organisation. Il renfermera en nombre égal des représentants des ouvriers et des chefs d'entreprise.

zich aansluitende bij den algemeenen dienst, onafhankelijk blijven; zij zijn enkel gehouden tot regelmatige deelneming aan dien dienst, met inachtneming van de reglementaire voorwaarden.

Eene Arbeidsbeurs zal werkzaam kunnen zijn als provinciaal Arbeidsbureau, onder de voorwaarden in artikel 4 bepaald.

Zij zijn voortdurend in gemeenschap met alle andere organen der Arbeidsmarkt.

Elke maand doen zij den Arbeidsdienst dezelfde inlichtingen geworden als de Arbeidsbeurzen.

§ 5. — Arbeidsdienst en Middencomiteit.

ART. 9.

Koninklijke besluiten voeren de reglementen in, die van aard zijn om de geregelde werking en de geordende handeling der verschillende instellingen te verzekeren; zij rangschikken de nijverheidsvakken, bepalen het model der bulletins van inlichtingen die het meest geschikt zijn om den geregelden dienst van de statistiek en van de Arbeidsmarkt te verzekeren.

De Arbeidsdienst zorgt er voor, dat die reglementen worden nageleefd. Hij centraliseert de statistieke gegevens, verricht de noodig geachte technische werken en kondigt, op geregelde tijden, de ingewonnen algemeene uitslagen af. Hij wordt bijgestaan door een Middencomiteit, uitgaande van de Arbeidsbeurzen en van de provinciale bureelen, dat zijne meening te kennen geeft over de vraagstukken die in verband staan met de algemeene inrichting en den vooruitgang van den dienst; een koninklijk besluit bepaalt de wijze waarop het wordt ingericht. Het begrijpt een gelijk getal vertegenwoordigers van werklieden en van werkgevers.

§ 6. — Assurance contre le chômage.

ART. 10.

L'Office du travail établira, à l'aide des statistiques obtenues comme il est dit ci-dessus, les bases scientifiques et les conditions de l'assurance contre le chômage involontaire.

L'établissement de l'assurance soit par les communes ou les syndicats de communes soit avec leur intervention sera encouragé par les subsides de l'État.

7. — Charges du service des Bureaux du travail.

ART. 11.

Les frais de premier établissement et de fonctionnement des Bureaux du travail seront supportés par parts égales par l'État, les provinces et les communes de leur ressort.

L'État subsidie les Bourses du travail affiliées, il prend à sa charge tous les frais dérivant de l'intervention de l'administration des postes et de la centralisation du service.

§ 6. — Verzekering tegen Arbeidsstilstand.

ART. 10.

Door middel van statistieken, verkregen zooals hooger is bepaald, stelt de Arbeidsdienst de wetenschappelijke grondslagen vast, alsmede de wijze van verzekering tegen onvrijwilligen arbeidsstilstand.

Het invoeren van de verzekering hetzij door de gemeenten of de syndicaten van gemeenten, hetzij door hare bemiddeling, zal door Staatstoelagen worden aangemoedigd.

§ 7. — Lasten van den dienst der Arbeidsbureelen.

ART. 11.

De kosten van eerste inrichting en van werking der Arbeidsbureelen worden, bij gelijke deelen gedragen door den Staat, de provinciën en de gemeenten van 't gebied waartoe zij behooren.

De Staat geeft subsidie aan al de aangesloten Arbeidsbeurzen; hij neemt voor zich al de kosten voortvloeiende uit de medewerking van het postbestuur alsmede uit de centralisatie van den dienst.

H. DENIS.

E. ANSEELE.

M. TERWAGNE.

LOUIS BERTRAND.

LÉON TROCLET.

DUFRANE-FRIART.

